

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2739

6 octobre 2014

SOMMAIRE

Air Berlin 6. LeaseLux S.à r.l.	131430	Simac PSF S.A.	131427
Analyse & Conseil S.à r.l.	131431	SIMBA Luxembourg S.à r.l.	131427
Aon Re Canada Holdings S.à r.l.	131434	Sinvia S.à r.l.	131427
Augur Financial Holding IV S.A.	131432	SJR S.à r.l.	131428
Aviva Holdings CED II (Luxembourg) S.à r.l.	131432	Skippy S.à r.l.	131427
CB Spirits Holdings S.à r.l.	131458	SMBC Nikko Investment Fund Manage- ment Company S.A.	131427
CB Spirits S.à r.l.	131450	SMBC Nikko Investment Fund Manage- ment Company S.A.	131429
Cecile Holding S.A.	131434	SND (Luxembourg)	131429
Consult-Eco S.à r.l.	131470	SN GP S.à r.l.	131429
CORPUS SIREO Investment Residential No. 21 S.à r.l.	131466	SSCP Style S.à r.l.	131430
Kiswire International S.A.	131433	Tiber Holding S. à r.l.	131430
MERIDIAM Infrastructure (SCA) SICAR	131435	Topafives 2 S.à r.l.	131426
Merkur Residential Property 21 S.à r.l. ..	131466	Topco I CHF, S.à r.l.	131433
Pharmakon	131471	Transports Sébastien REUL S.à r.l.	131430
Point Carré International	131472	Wesby Sàrl	131432
Property Augsburg S.à r.l.	131426	West Putnam RE 2	131432
Property Bamberg/München S.à r.l.	131426	WIDU s.à r.l.	131431
Property Gelsenkirchen S.à r.l.	131426	Wine Invest	131431
Property Hof S.à r.l.	131470	WM Findel (Luxembourg) S.à r.l.	131431
Property Langenfeld S.à r.l.	131471	WM Kehlen (Luxembourg) S.à r.l.	131432
Publicis Graphics Group Holding S.A. ...	131458	WMT Brasilia S.à r.l.	131433
Scaprim Lux	131470	WMT GeC Holdings S.à r.l.	131430
SEGOVIA S.A.	131428	Wood Architecture & Design S.A.	131433
Serti S.A.	131428	Worldwide Real Estate Sàrl	131431
Sharex	131428	WT Holding Lux S.à r.l.	131434
Sile River S.A.	131429	Wychwood Partnership Ventura SCSp ..	131471
Silice Carrelages S.A.	131428	Yellow Wall S.à r.l.	131434
Silver Knight B Antony 2013 S.à r.l.	131472	Yum! Luxembourg Investments S.à r.l. ..	131434
Simac Professional PSF S.A.	131429	Zawich	131433

Property Bamberg/München S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.543.

—
Veillez noter que l'adresse professionnelle de Monsieur Gérard BIRCHEN et Monsieur Mark GORHOLT, gérants, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour Property Bamberg/München S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014120066/13.

(140137836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Property Augsburg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.497.

—
Veillez noter que l'adresse professionnelle de Monsieur Gérard BIRCHEN et Monsieur Mark GORHOLT, gérants, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour Property Augsburg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014120065/13.

(140137816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Property Gelsenkirchen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.895.

—
Veillez noter que l'adresse professionnelle de Monsieur Gérard BIRCHEN et Monsieur Mark GORHOLT, gérants, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour Property Gelsenkirchen S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014120067/13.

(140137849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Topafives 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 16.836.319,00.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 171.599.

—
Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 27 juin 2014, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Sandra Legrand, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Robert Brimeyer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120313/15.

(140138027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Simac PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 113.805.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120259/9.

(140138643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

SIMBA Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 158.060.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014120260/10.

(140137847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Sinvia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 134.509.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120261/10.

(140137878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Skippy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8480 Eischen, 24, Cité Aischdall.
R.C.S. Luxembourg B 98.198.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AREND & PARTNERS S.à r.l.

12, rue de la Gare
L-7535 MERSCH

Signature

Référence de publication: 2014120263/13.

(140138340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

SMBC Nikko Investment Fund Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 39.615.

Un acte modificatif au règlement de gestion de SMBC Nikko Investment Fund (Lux) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SMBC Nikko Investment Fund Management Company S.A.

Signature

Référence de publication: 2014120264/12.

(140138789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Silice Carrelages S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 14, rue Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 171.122.

Les Comptes Annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120257/9.

(140138320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Sharex, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 166.882.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120253/9.

(140138359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

SEGOVIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1419 Luxembourg, 58, Montée de Dommeldange.
R.C.S. Luxembourg B 138.181.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pour le Conseil d'administration

Jean FUCHS

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014120248/13.

(140137569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Serti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 52.347.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120251/10.

(140138091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

SJR S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 4-6, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 150.016.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014120262/13.

(140138263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Sile River S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 36.343.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120256/10.

(140137677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Simac Professional PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4946 Bascharage, 3, rue Pierre Schuetz.
R.C.S. Luxembourg B 170.189.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120258/9.

(140138632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

SMBC Nikko Investment Fund Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 39.615.

Un règlement de gestion de SMBC Nikko Investment Fund (Lux) consolidé a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SMBC Nikko Investment Fund Management Company S.A.

Signature

Référence de publication: 2014120265/12.

(140138857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

SN GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 104.539.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Monsieur Gérard BIRCHEN et Monsieur Mark GORHOLT, gérants, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour SN GP S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014120266/13.

(140138276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

SND (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 521.847,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 165.129.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120267/10.

(140137369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Transports Sébastien REUL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8813 Bigonville, 14, rue du Village.
R.C.S. Luxembourg B 174.380.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120316/10.

(140137712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

WMT GeC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 169.081.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120439/10.

(140138647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Tiber Holding S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 170.359.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120310/9.

(140137594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

SSCP Style S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 137.667.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Andreas Demmel.

Référence de publication: 2014120290/10.

(140137869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Air Berlin 6. LeaseLux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 137.585.

Auszug der Beschlussfassungen des Alleingeschafters vom 28. Juli 2014

Der Alleingeschafter beschliesst, Herrn Thomas Frischknecht mit Wirkung zum 31. Juli 2014 (00:00 Uhr) als Geschäftsführer der Gesellschaft abzurufen.

Der Alleingeschafter beschliesst, Herrn Lucas Ochsner, geboren am 12. Mai 1965 in Beringen, Schweiz, wohnhaft Sandackerstrasse 2, 8454 Buchberg, Schweiz, mit Wirkung zum 1. August 2014 (00:00 Uhr) als Geschäftsführer der Gesellschaft zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120970/15.

(140139148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

WM Findel (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 106.004.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2014120436/14.

(140139155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Wine Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8436 Steinfort, 2, rue de Kleinbettingen.
R.C.S. Luxembourg B 131.894.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120435/9.

(140138352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

WIDU s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 67, Gruuss Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 134.836.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120433/9.

(140137371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Worldwide Real Estate Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 118.427.

Je vous fais part de ma décision de démissionner avec effet immédiat de mon mandat de gérant de votre Société
immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118427,

Le 29 juillet 2014.

Geert DIRKX.

Référence de publication: 2014120442/10.

(140138712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Analyse & Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8151 Bridel, 13A, rue de Schoenfels.
R.C.S. Luxembourg B 128.880.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signatures
Gérant

Référence de publication: 2014120980/12.

(140139432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

WM Kehlen (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 105.995.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014120437/14.

(140139098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Wesby Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 173.832.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120431/9.

(140138514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**West Putnam RE 2, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 139.250.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120421/9.

(140138683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Augur Financial Holding IV S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 140.026.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2013 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2013 abgelaufene
Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 31. Juli 2014.

AUGUR Financial Holding IV S.A.

Lothar Rafalski / Diane Wolf

Référence de publication: 2014120991/13.

(140139691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Aviva Holdings CED II (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 116.888.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120997/9.

(140139181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Wood Architecture & Design S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 143.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120440/9.

(140137923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Topco I CHF, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 331.705,60.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 138.958.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Topco I CHF, S. à r.l.

Référence de publication: 2014120314/10.

(140137406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

WMT Brasilia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 179.581.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120438/10.

(140137321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Zawich, Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 42, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 161.585.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120451/9.

(140137831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Kiswire International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3235 Bettembourg, Krakelshaff.
R.C.S. Luxembourg B 9.106.

EXTRAIT

Aux termes de la lettre du 11 juillet 2014 Monsieur Pierre Thompson, né le 31 octobre 1964 à Kentucky, USA, demeurant professionnellement à 21, rue Schlammees, L-5770 Weiler-la-Tour, Grand-Duché de Luxembourg, a démissionné de son poste de membre du conseil d'administration de la Société avec effet au 11 juillet 2014. Suite à cette démission Monsieur Pierre Thompson n'est plus administrateur-délégué de la Société mais demeure délégué à la gestion journalière de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kiswire International S.A.

Signature

Référence de publication: 2014120955/16.

(140139353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

WT Holding Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 155.699.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marcus WOLSFELD.

Référence de publication: 2014120443/10.

(140137459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Yellow Wall S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 174.784.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120445/9.

(140138322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Yum! Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.572.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 30 Novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

YUM ! Luxembourg Investments S.à.r.l.

Johannes de Zwart

Gérant

Référence de publication: 2014120449/14.

(140138372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.**Aon Re Canada Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 139.782.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société Aon Re Canada Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2014120982/10.

(140140095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Cecile Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.860.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CECILE HOLDING S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014121156/11.

(140139161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

MERIDIAM Infrastructure (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 121.168.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-first of July.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of MERIDIAM Infrastructure (SCA) SICAR, an investment company in risk capital formed as a corporate partnership limited by shares (société d'investissement en capital à risque ayant la forme d'une société en commandite par actions) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 121.168 (the SICAR), incorporated pursuant to a deed of Maître Paul FRIEDERS, at that time notary residing in Luxembourg, dated 27 October 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2218 on 27 November 2006. The articles of association of the SICAR (the Articles) have since been amended several times, most recently on 20 February 2008 pursuant to a deed drawn up by the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 953 on 17 April 2008.

The Meeting is chaired by Mrs Laure MERSCH, avocat, with professional address in Luxembourg, as designated by Meridium Infrastructure Managers S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), organized under the laws of Luxembourg, having its registered office 5, allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies under number B 110.701, acting in its capacity as managing general partner of the SICAR (the General Partner).

The chairman appointed as secretary, Mrs Marie BERNOT, private employee, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer, Mrs Christelle VAUDÉMONT, private employee, with professional address in Luxembourg.

The chairman, the secretary and the scrutineer form together the board of the meeting (the Bureau).

The Bureau having thus been constituted, the chairman declares that:

I. the limited shareholders and the General Partner present or represented (collectively referred to as the Shareholders) and the number of their shares are shown on an attendance list. The proxies, if any, signed "ne varietur" by the proxyholder(s), the members of the Bureau and the undersigned notary, shall remain attached to the present minutes;

II. it appears from the said attendance list that more than fifty percent (50%) of the entire share capital of the SICAR is represented at the Meeting, so that, pursuant to article 24 of the articles of association of the SICAR and to article 67-1 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, the Meeting can validly decide on all the items of the agenda. Resolutions, in order to be validly adopted, must be carried by two-thirds of the votes cast;

III. the present Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered letters to all Shareholders on 25 April 2014;

IV. the agenda of the Meeting is the following:

1. Full restatement of the articles of association of the SICAR.
2. Miscellaneous.

The Meeting then took the following resolution:

Sole resolution

The Shareholders, including the General Partner, resolve to amend and fully restate the Articles, which will henceforth read as follows:

“ **Art. 1. Form.** There is hereby formed among the General Partner as subscriber of the GP Share, the Founding Shareholders and all those who may become holders of Shares a company in the form of a «société en commandite par actions», formed as a «société d'investissement en capital à risque» (the Partnership), governed by the present Articles of Association and by current Luxembourg laws, and notably by the 1915 Law and the SICAR Law.

Art. 2. Name. The Partnership's name is “MERIDIAM Infrastructure (SCA) SICAR”.

Art. 3. Purpose. The Partnership's purpose is to invest its assets in securities and other assets representing risk capital within the widest possible meaning as permitted under Article 1 of the SICAR Law in order to provide its Shareholders with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk they incur in this respect.

The investment objectives and strategy of the Partnership are more fully described in the Information Memorandum.

The Partnership may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant to any Portfolio Company, or any other company associated in any way with the Partnership, or with any of the said Portfolio Companies, in which the Partnership has a direct or indirect financial interest,

any assistance, loans, advances or guarantees; borrow and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed; in particular, the Partnership may borrow money from third parties or from its Shareholders, for itself or its Portfolio Companies for the funding, completion, refinancing of an Investment or Add-on Investment, or to cover any of its expenses.

In addition, the Partnership can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the SICAR Law.

Art. 4. Registered Office. The Partnership has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the General Partner. The registered office of the Partnership may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders deliberating in the manner required for amendment of these Articles of Association, but cannot be transferred abroad, except as otherwise provided hereunder.

The Partnership may have offices, branches (whether or not a permanent establishment) and subsidiaries either in Luxembourg or abroad.

Art. 5. Duration. The Partnership is constituted for limited duration to terminate 25 years from the Initial Closing Date as set forth in the Information Memorandum.

However, if the Partnership Running Yield is below 7% per annum based on the audited consolidated accounts of the Partnership for the year ended on 31 December prior to the 12th anniversary of the Initial Closing Date, the Partnership will be automatically terminated, unless Shareholders representing 75% of the share capital of the Partnership decide to continue the Partnership on or prior to such anniversary day. If the Partnership Running Yield is above 7% per annum based on the audited consolidated accounts of the Partnership for the year ended on 31 December prior to the 12th anniversary of the Initial Closing Date, the Partnership shall continue in existence until the end of its term unless the Partnership is terminated earlier by a Shareholders' Supermajority Approval.

The Partnership may also be terminated in the conditions described in section 8 of the Information Memorandum.

Except in the cases referred to under the two foregoing paragraphs, the Partnership may be terminated at any other time before its term by a decision of the general meeting of Shareholders in the manner required for the amendment of these Articles, subject to the consent of the Manager and the General Partner.

The life of the Partnership does not come to an end upon the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any of its Shareholders.

Art. 6. Liability. The General Partner is liable for all liabilities which cannot be satisfied out of the assets of the Partnership.

The limited Shareholders shall be liable only to the extent of their Capital Contribution to the Partnership.

Art. 7. Share Capital. At the date of incorporation, the Partnership's share capital is set at Euro one million three hundred and thirty thousand twenty-five (EUR 1,330,025), represented by one (1) GP Share with no par value, thirty-eight thousand (38,000) Class A Shares with no par value and fifteen thousand two hundred (15,200) Class B Shares with no par value, all fully paid-up registered Shares.

The Partnership's share capital shall at any time be equal to its Net Asset Value, as determined in accordance with Article fourteen (14) hereafter.

The minimum capital of the Partnership, which must be achieved within 12 (twelve) months as from the date on which the Partnership has been authorised as a SICAR by the Luxembourg Supervisory Authority, shall be one million Euro (EUR 1,000,000) as required by the SICAR Law.

Art. 8. Issuance of Shares. Further Class A and Class B Shares may be issued by the General Partner or the Manager acting on behalf of the Partnership during the Investment Period, each time at the Issue Price, subsequently and proportionally to Additional Capital Contributions made in accordance with Article nine (9). No further GP Share shall be issued.

Unless otherwise provided for herein or in the Information Memorandum, no preferential subscription rights shall apply.

The Initial Capital Contribution of each Class A and Class B Shareholder will represent 0.5 percent (zero point five percent) of the amount of its Aggregate Commitment.

Fractions of Shares may be issued up to three (3) decimal places.

Fractional Shares shall confer to its holder the rights in proportion to the fraction of the Share represented. However a fractional Share shall not confer a voting right in itself, unless together with other fractional Share(s) that the respective Shareholder holds, their number is such that they represent one or more whole Shares.

A Class A Shareholder acceding to the Partnership during the Offer Period shall be required to contribute to the Partnership at the latest on its Admission Date, an aggregate amount equivalent to its Initial Capital Contribution, plus a late entry subscription premium equal to the sum of (i) the amount of any Additional Drawdown(s), required from existing

Class A Shareholders prior to its Admission Date and commensurate to its shareholding in the Partnership (the Initial Additional Drawdown Proportion); and (ii) an amount in respect of interest at a rate per annum of three month EURIBOR plus 2% (two percent) calculated on the sum of its Initial Capital Contribution and its Initial Additional Drawdown Proportion (together the Total Initial Contribution), such payment to be made in cash or in kind, in accordance with the procedure set out in the Information Memorandum and the Subscription Agreement. The costs incurred in respect of any such contribution, including the cost of any Auditor's special report, shall be borne by the Shareholder.

A Class A Shareholder acceding to the Partnership shall pay its Total Initial Contribution in whole to the benefit of the Partnership (i) in case of contributions made in cash, into a bank account of the Partnership with the Depositary designated by the Manager or the General Partner for that purpose, and (ii) in case of contribution in kind, in conformity with the investment policy of the Partnership, by the transfer of the assets contributed to the Partnership, and together with a valuation of the contribution by an Auditor's special report in compliance with the 1915 Law.

Class A Shares shall be issued only upon the completion of all the conditions precedent referred to in the Subscription Agreement and the Information Memorandum and notably after (i) the execution of the Subscription Agreement, (ii) the acceptance of the subscription by the General Partner or the Manager, and (iii) the payment of the Total Initial Contribution.

Class B Shares may further be converted into Class A Shares and/or Class C Shares after the Investment Period under the conditions described in the Information Memorandum.

The conversion shall be effected by way of a redemption and cancellation of Class B Shares and the payment of the redemption proceeds by means of new Class A and/or Class C Shares as set forth in the Information Memorandum. The Manager or the General Partner shall be authorised to issue such additional Class A Shares and/or Class C Shares, subject to the production of an audit report. No preferential subscription rights shall apply in respect of the issue of such Shares.

Art. 9. Further Commitments of Shareholders. In addition to their respective Initial Capital Contribution or Total Initial Contribution, Class A and Class B Shareholders have irrevocably committed themselves in their respective Subscription Agreements, to provide the Partnership with additional funding (the Further Commitments) as further described in the Subscription Agreement and in the Information Memorandum.

The Further Commitment of each Class A and Class B Shareholder will represent 99.5% (ninety-nine point five percent) of its Aggregate Commitment.

The General Partner or the Manager may, at their sole discretion, from time to time request payment, on a pro rata basis from each Class A and Class B Shareholder of a portion or the whole of such Further Commitments in the form of Additional Capital Contributions (an Additional Drawdown) as required, in the opinion of the Manager, in order for the Partnership to (i) finance its Investments, or (ii) meet other commitments or obligations of the Partnership, including, without limitation, management fees or other Partnership expenses, at any time during the Investment Period. The procedure relating to these Additional Drawdowns is further detailed in the Information Memorandum.

For the avoidance of doubt, under no circumstances shall a Class A or Class B Shareholder be required to contribute an aggregate amount of Additional Capital Contributions, which exceed their Aggregate Commitments.

At the end of the Investment Period, Shareholders shall have no further obligation to make Additional Capital Contributions, other than to fund (a) any Additional Drawdown or Redrawn Commitment called on or before the end of the Investment Period, and (b) any Additional Drawdown payable to the Partnership in relation to (i) the funding obligation in respect of any Investments to which the Partnership has committed prior to the end of the Investment Period, or (ii) the ongoing obligations and operating expenses of the Partnership for the duration of the Partnership.

If any Class A Shareholder fails to pay (a Defaulting Shareholder) to the Partnership any amount required to be paid under an Additional Drawdown Notice on or before the date of expiry of such notice, the Manager or the General Partner shall issue a Default Notice and may proceed in the following manner:

1) Subject to the provisions of paragraph 3 below, the Defaulting Shareholder (i) will receive no distribution of any kind until the date on which the Partnership has realised or distributed all its assets and may make a final distribution of all remaining assets to the Shareholders and (ii) will not be authorised to participate in any Shareholder vote. If the Defaulting Shareholder is a member of the Investor Committee, it will automatically be suspended from its duties in this respect.

2) In addition, any delay in payment of the Additional Drawdown amount will entail the payment of Interest Compensation in favour of the Partnership, automatically and without it being necessary to proceed with any formality, without prejudice to any action which the Partnership may bring against the Defaulting Shareholder, and the option for the Partnership to exercise the rights described in paragraph 4 below.

3) In the event that its situation is remedied within thirty (30) Business Days of the date on which the Default Notice was sent, and therefore of payment of the Additional Drawdown and the Interest Compensation, the Defaulting Shareholder will recover its right (i) to receive the distributions made, including the distributions which took place between the date of expiry of the Additional Drawdown Notice and the date on which the situation was remedied and (ii) to participate in Shareholder votes. If it was suspended from the Investor Committee, it may be invited to retake its seat.

4) Failing remedy within thirty (30) Business Days from the date on which the Default Notice was sent, the Manager or the General Partner may, at their sole discretion, exercise one or more of the following options:

(a) the Class A Shares held by the Defaulting Shareholder (the Defaulting Shareholder's Shares) may be transferred in full or in part to one or more other Shareholders and/or to one or more third party(ies). The transferee(s) may be designated by the Defaulting Shareholder within thirty (30) Business Days from the date of expiry of the Additional Drawdown Notice, it being specified that this period may be extended by the Manager or the General Partner. Any planned transfer must comply with the provisions of Article thirteen (13) in particular as concerns the Right of First Refusal and the prior consent of the Manager or the General Partner. If the Defaulting Shareholder and the designated transferee(s) agree a transfer price, the Defaulting Shareholder's Shares will be sold at the agreed price. If (i) the Defaulting Shareholder and the designated transferee(s) do not agree on a transfer price, or (ii) the Defaulting Shareholder did not designate (a) transferee(s) within the required period, or (iii) pursuant to Article thirteen (13), the Manager or the General Partner did not approve the transfer to the designated transferee(s), or (iv) all or part of the Defaulting Shareholder's Shares are not transferred for any other reason, the Manager or the General Partner may proceed at its discretion as is provided in sub-paragraph (b) below.

From the net proceeds of the transfer of the Defaulting Shareholder's Shares, the Manager or the General Partner shall be entitled to deduct, claim or request the amounts which are owed to the Partnership under Additional Drawdown (s) and Interest Compensation up to the date of such transfer. The Manager or the General Partner will then deduct, claim or request an amount equal to all the expenses incurred or damages suffered by any agent or Shareholder of the Partnership following non-payment of the called funds by the Defaulting Shareholder. The Defaulting Shareholder will receive the balance, if any.

In the event of sale, the Defaulting Shareholder will automatically be struck off the register of Shares. The designated transferee(s) will only become owner(s) of the Shares after having met the conditions referred to in Article thirteen (13).

(b) If the Manager or the General Partner decides not to proceed pursuant to sub-paragraph (a) above or if all or part of the Defaulting Shareholder's Shares are not sold under the conditions described in sub-paragraph (a) above, the Manager or the General Partner may, at their sole discretion, decide that the Company will redeem all or part of the Defaulting Shareholder's Shares.

The Class A Shares may be redeemed by the Partnership at a price equal to 50% of the lesser of the two following amounts: (i) the amounts paid up by the Defaulting Shareholder under the Class A Shares, or (ii) the Net Asset Value of the Class A Shares so redeemed determined in accordance with the provisions of Article fourteen (14) (the Default Redemption Price).

The Manager or the General Partner may deduct from the Default Redemption Price Interest Compensation up to the redemption date, as well as an amount equal to all the expenses incurred or damages suffered by any agents of the Partnership or Shareholders as a result of the default. The Defaulting Shareholder will receive the balance if any.

Any Class A Shares so redeemed shall be automatically cancelled.

If the Defaulting Shareholder is a Feeder Fund, and the defaulting Shareholder's default is caused by the default of one or several of its own investors, the Manager or the General Partner may decide to apply the provisions of this Article nine (9) only to the portion of the defaulting Shareholder's Commitment corresponding to the proportion that, at the Feeder Fund level, the Defaulting Shareholder's Commitment represents compared to the Feeder Fund's Aggregate Commitment.

Art. 10. Shareholders. The holding of Shares is exclusively restricted to «Well-Informed Investors» as defined under article 2 of the SICAR Law.

The Manager or the General Partner shall have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose notably of ensuring that (i) no Shares in the Partnership are acquired or held by (a) any person in breach of these Articles of Association, the Information Memorandum, the law or requirement of any country or governmental authority, or (b) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner or the Manager might result in the Partnership incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Partnership might not otherwise have incurred or suffered.

For such purposes the Manager or the General Partner may, subject to their respective powers,:

a) decline to issue any Share and decline to register any transfer of a Share where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Share being held by a person who is precluded from holding Shares of the Partnership;

b) at any time require any person whose name is entered in the register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not legal or beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests or will rest in a person who is precluded from holding Shares of the Partnership; and

c) where it appears to the Partnership that any person, who is precluded from holding Shares of the Partnership is a legal or beneficial owner of Shares or holds Shares, cause the Partnership compulsorily to repurchase from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the manner specified in Article sixteen (16) hereof.

Art. 11. Form of Shares / Register of Shareholders. Shares will only be issued in registered form.

All issued Shares of the Partnership shall be registered in the register of Shareholders, which shall be kept by the person in charge of the maintenance of the register and designated as the Registrar and Transfer Agent. Such register

shall contain the name and address of each Shareholder, the number of Shares held by it and, if applicable, their date of transfer. Any transfer of Shares shall be notified to the Manager and the General Partner in accordance with the provisions of article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Transfer of ownership will become effective only after its entry in the register of Shareholders of the Partnership.

The registration of the Shareholder's name in the register of Shares evidences its right of ownership over such registered Shares. The Shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding. Certificates representing the Shares will be issued only upon written request made to the Registrar and Transfer Agent by the relevant Shareholder.

The Shareholder may, at any time, change its address as entered in the register of Shareholders by means of a written notification to the Partnership at its registered office, or at such other address as may be set by the Partnership from time to time.

The Shares are indivisible with regard to the Partnership, which admits only one owner per Share.

Art. 12. Voting Right. Each whole Share entitles its holder to one vote. Unless otherwise provided in these Articles of Association, the consent of the General Partner is required in order for a Shareholder's resolution to be validly adopted.

Art. 13. Transfer of Shares.

a) GP Share

The GP Share held by the General Partner is not transferable.

b) Other Transfers

Until the 12th anniversary of the Initial Closing Date, Class A Shareholders may neither transfer, assign, sell or pledge their Class A Shares, except for transfers realised by a Class A Shareholder to one of its Affiliates, without the prior written consent of the Manager or the General Partner, which may be granted or withheld in the sole discretion of the Manager or the General Partner. Except for transfers to Affiliates, other Class A Shareholders will have a right of first refusal to acquire the transferred Class A Shares in accordance with provisions set forth below.

After the 12th anniversary of the Initial Closing Date, transfers of Class A Shares will not be subject to the prior consent of the Manager or the General Partner and the other Class A Shareholders will not have any right of first refusal to acquire the transferred Class A Shares.

c) Right of First Refusal:

A Class A Shareholder who wishes to transfer its Shares (the Transferor) to a proposed transferee which is not its Affiliate (the Transferee), shall give notice of such intention to the Manager and to the General Partner, by registered letter, such notice shall specify the number of Shares it wishes to transfer, the person(s) to whom it wishes to transfer the Shares, the intended price and a written undertaking of the Transferee of its firm intention to acquire the Shares concerned, to be bound by the Articles of Association and the Information Memorandum and the obligation to pay the remainder of any Commitments which are payable pursuant to an Additional Drawdown Notice issued on or prior to the date of the transfer (the Initial Notice).

Within five (5) Business Days of receipt of the Initial Notice by the Manager or by the General Partner, the Manager or the General Partner shall give notice of the intended transfer by registered letter or against a receipt (the Second Notice) to the other Shareholders who are eligible to acquire the Shares under this Article (the Eligible Shareholders), specifying the (i) number of Shares to be transferred, and (ii) the price, in order for the respective Eligible Shareholders to be able to exercise partly or entirely their Right of First Refusal.

The Right of First Refusal of each Eligible Shareholder shall be calculated pro rata to the number of Shares of the relevant Class for the time being held by it in relation to the total number of Shares in such Class.

The Second Notice shall be accompanied by a copy of the Initial Notice and shall require each Shareholder to state by registered letter, within fifteen (15) Business Days of the receipt of the Second Notice (i) whether or not it wishes to exercise its Right of First Refusal and (ii) the number of Shares subject to the exercise of its Right of First Refusal in respect of which it intends to exercise such right. A Shareholder shall be deemed not to have exercised its Right of First Refusal in respect of the Shares if the Manager or the General Partner does not receive a response from such Shareholder within the aforementioned period.

Within the following fifteen (15) Business Days, the Manager or the General Partner shall determine the number of Shares which have not been taken up by the Eligible Shareholders pursuant to exercise of their respective Right of First Refusal (the Remaining Shares) and offer to each Eligible Shareholder which have expressed its intention to exercise totally its Right of First Refusal, the opportunity to purchase the Remaining Shares pro rata to the number of Shares that it holds in the relevant Class of Shares. This mechanism shall be applicable in the same manner until the earliest of the following occurs: (i) all the Remaining Shares have been taken up by Eligible Shareholders, (ii) no Shareholder is interested in acquiring the Remaining Shares or (iii) two (2) months have elapsed as from the reception of the Initial Notice by the Manager or the General Partner.

Thereafter, within fifteen (15) Business Days, the Partnership shall be entitled (but not obliged), at the discretion of the Manager or the General Partner, to redeem the Remaining Shares in accordance with the provisions of Article sixteen (16) at the price offered by the Transferee.

Art. 14. Net Asset Value. The Net Asset Value of the Partnership shall be determined as often as the Manager may think useful, but in no event less than twice a year as at 30 June and 31 December.

The Net Asset Value will be expressed in Euro and shall be determined by the Administration Agent on the basis of the valuation of the underlying assets of the Partnership as provided by (i) the Manager on each valuation day by aggregating the value of all assets of the Partnership and deducting all liabilities of the Partnership or, (ii) the Independent Valuer on the Initial and Final Calculation Dates.

The Net Asset Value attributable to a particular Class of Shares shall be the value of the total assets and distributions entitlements adjusted with the liabilities relating to that Class on that valuation day.

The Net Asset Value per Share of one Class on a valuation day equals the Net Asset Value of that Class divided by the total number of Shares of that Class in issue on that day.

A. The assets of the Partnership shall be deemed to include:

- a) all cash on hand or on deposit, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered), which may be held on an accessory and temporary basis;
- c) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, subscription rights, warrants, and other investments and securities owned or contracted for by the Partnership;
- d) all stocks, stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the Partnership to the extent information thereon is reasonably available to the Partnership;
- e) all interest accrued on any interest bearing securities owned by the Partnership, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the primary expenses of the Partnership insofar as the same have not been fully amortized; and
- g) all other assets of every kind and nature, including pre-paid expenses.

The valuation of such assets shall be calculated in the following manner:

1. the value of any cash on hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivables, prepaid expenses, dividends and interests matured but not yet received shall be represented by the par value of these assets except however if it appears that such value is unlikely to be received. In the latter case, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of these assets;
2. the value of transferable securities listed or dealt in on a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public is based on the latest available price and if such transferable security is dealt in on several markets, on the basis of the latest available price on the main market for such security. If the latest available price is not representative, the value will be assessed on the basis of the fair value which shall be estimated prudently and in good faith by the Manager;
3. the securities not quoted or dealt in on a stock exchange or a regulated market operating regularly shall be assessed on the basis of their fair value which shall be estimated prudently and in good faith by the Manager; and
4. all other assets shall be assessed on the basis of the fair value which shall be estimated prudently and in good faith by the Manager in accordance with generally accepted valuation principles and procedures;
in each case based on generally accepted practices for valuing PPP assets (where applicable).

B. The liabilities of the Partnership shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses, including but not limited to management, advisory and depositary fees;
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligation for payments of money or property;
- d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the valuation day, as determined from time to time by the Partnership, and other reserves, if any, authorised and approved by the Manager;
- e) the Establishment Costs, up to an amount of 4 million, which shall be amortised over a 5 year period; and
- f) all other liabilities of the Partnership of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Partnership.

In determining the amount of such liabilities the Partnership shall take into account all expenses payable by the Partnership which shall comprise formation expenses, fees payable to management, its accountants, administration, domiciliary, registrar and transfer agents and any other agent employed by the Partnership, fees for legal and auditing services, promotion, printing reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the Information Memorandum, explanatory memoranda or registration statements, annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex.

The Partnership may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. For the purpose of this Article:

- a) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing;
- b) Shares of the Partnership to be redeemed under Article sixteen (16) hereof shall be treated as existing and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Partnership;
- c) Further Commitments shall not be taken into consideration;
- d) all Investments, cash balances and other assets of the Partnership not expressed in Euro, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value; and
- e) effect shall be given on any valuation day to any purchases or sales of securities contracted for by the Partnership on such valuation day, to the extent practicable.

Art. 15. Suspension. The Manager may temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value during:

- i) any period when, in the reasonable opinion of the Manager, a fair valuation of the assets of the Partnership is not practicable for reasons beyond the control of the Partnership; or
- ii) any period when any of the principal stock exchanges on which a substantial proportion of the Investments of the Partnership are quoted are closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings thereon are restricted or suspended; or
- iii) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which valuation of assets owned by the Partnership would be impractical; or
- iv) any breakdown in, or restriction in the use of, the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Investments or the currency price or values on any such stock exchange.

Art. 16. Redemption of Shares.

- a) Redemption of Shares at the sole discretion of the Manager or the General Partner.

Unless otherwise provided for in these Articles of Association, Shares may be redeemed upon determination of the Manager or the General Partner only. No redemption may be requested by the holders of Shares.

The payment of the redemption price shall be made for cash or consideration in kind at the discretion of the Manager or the General Partner. The allotment of Partnership's assets in respect of a redemption for consideration in kind shall be fair and not detrimental to the interests of the other Shareholders of the Partnership. Any redemption for consideration in kind shall be subject to the (i) approval of the Shareholder(s) whose Shares are to be redeemed and (ii) confirmation by an Auditor's special report of the valuation of the Partnership and of the Partnership's assets to be allocated, the costs of which shall be borne by the Partnership.

Redemption of Shares shall be made at a price, which is determined by the Manager or the General Partner to be the fair market value for the Shares to be redeemed. In determining the fair market value, the Manager or the General Partner shall apply the principles described in Article twenty-seven (27). The rules relating to Distributions as set forth in the Information Memorandum are furthermore applicable.

- b) Other cases of redemption of Shares by the Partnership

Without prejudice to (i) the above, and (ii) the right of the Partnership to redeem Shares under Article thirteen (13), and provided the Partnership has sufficient available funds, the Partnership shall redeem the Shares held by a Shareholder in the following circumstances:

- 1) such Shareholder ceases to be a «Well-Informed Investor» as defined under Article 2 of the SICAR Law;
- 2) such Shareholder (other than AECOM Global or an Affiliate of the same) becomes a U.S. person as referred to in the Information Memorandum; or
- 3) in the event that a Shareholder is declared bankrupt, enters into an arrangement for the benefit of its creditors or goes into liquidation.

Under assumptions 1) and 2), the redemption price shall be equal to (i) the Issue Price, if the redemption occurs prior to the end of the Investment Period, and (ii) the applicable Net Asset Value per Share as determined in accordance with Article fourteen (14), if the redemption occurs after the end of the Investment Period. Under assumption 3), the redemption price per Share shall be equal to the Net Asset Value per Share as determined by the Manager in accordance with this Article.

Payment of the redemption price will be made within a period not to exceed ten (10) Business Days from the date of redemption, as determined by the Manager or the General Partner.

All redeemed Shares shall be automatically cancelled.

Art. 17. Manager of the Partnership. The Partnership may be managed by the Manager pursuant to the terms set out in the Information Memorandum and these Articles of Association.

The Manager will be appointed with the prior approval of the CSSF. The other Shareholders of the Partnership may not participate or interfere in the management of the Partnership.

The General Partner as general partner (*associé gérant commandité*) will have the powers as provided in Article eighteen (18). In the absence of a Manager, the General Partner will have the powers of the Manager.

The remuneration of the General Partner is described in the Information Memorandum and can be modified by a Shareholders' Supermajority Approval.

Art. 18. Power. In its capacity as unlimited general partner (*associé gérant commandité*) of the Partnership, the General Partner shall be responsible for carrying out its duties and obligations as required under the 1915 Law, the SICAR Law, these Articles of Association and as more fully set out in the Information Memorandum. The General Partner's powers shall be limited to the following decisions: (i) to administrate the Partnership and carry out secretarial work (ii) to represent the Partnership in its relation with the Manager, including with respect to the conclusion of the Management Agreement (iii) to provide technical assistance to portfolio companies, (iv) to supervise accounting matters and ensure the bookkeeping; and (v) more generally to implement all decisions made by the Manager as instructed by the Manager. In addition, the General Partner shall have the power (without prejudice to the powers of the Manager) to (i) convene and organise general meetings of Shareholders, (ii) admit new Shareholders to the Partnership, (iii) enter into contract for services with services providers designated by the Manager, (iv) carry out drawdowns and distributions and (v) consent to transfers of interests in the Partnership in each case) pursuant to the terms set out in the Information Memorandum and these Articles of Association.

In its capacity as manager (*gérant*) of the Partnership, the Manager shall be responsible for carrying out its duties and obligations as required under the 1915 Law, the SICAR Law, any applicable French regulations, the Information Memorandum and the Articles of Association. The Manager will have complete discretion and full power, authority and right to represent the Partnership and to exercise the functions, duties, powers and discretion exercisable by it as manager (*gérant*) under the terms of the 1915 Law, the SICAR Law, any applicable French regulations, the Information Memorandum and the Articles of Association, either by itself or through its authorised agents or delegates, to manage the Investments for the account of the Partnership with a view to achieving the Investment Strategy.

All powers not expressly reserved by the 1915 Law or these Articles of Association to the general meeting of Shareholders shall be exercised by the Manager.

In particular, subject to the restrictions contained in the Information Memorandum and the 1915 Law, the Manager shall have the broadest powers to implement the Investment Strategy and borrowing restrictions, as well as the course of conduct of the management and business affairs of the Partnership and to manage the Investments for the account of the Partnership with a view to achieving the Investment Strategy. The Manager shall have complete discretion and full power, authority and right to represent and bind the Partnership.

Investments of the Partnership may be made either directly or indirectly through subsidiaries, as the Manager may from time to time decide. Reference in these Articles of Association to «Investments» and «assets» shall mean, either, investments made and assets held directly, or investments made and assets held indirectly by the aforementioned subsidiaries, as appropriate.

The Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Partnership in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholder in general meetings.

Art. 19. Delegation of Power. The Manager or the General Partner may from time to time and under its responsibility subdelegate their respective powers to perform specific tasks to one or more ad hoc agent(s). In particular, the Manager or the General Partner may, from time to time, appoint one or more committees and delegate certain of its functions to such committees.

The Manager or the General Partner, as applicable, will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s) and/or committees, the duration of their appointment and any other relevant conditions to his/her/its/their appointment.

Art. 20. Removal of the General Partner and the Manager. Removal of the General Partner and the Manager without fault

Shareholders whose aggregate Commitment represent at least 60% of the share capital of the Partnership may request the General Partner, at any time as from the 3rd anniversary of the Final Closing Date, by registered letter with return receipt requested, to submit to a vote of a general meeting of Shareholders and within a maximum period of two (2) months as from the receipt date of the aforementioned registered letter, the transfer of the management of the Partnership to a new general partner (the New General Partner), without giving the reasons for such request.

The aforementioned registered letter shall indicate the name of the New General Partner and certify that (i) the New General Partner is a general partner approved by the Luxembourg Supervisory Authority to manage the Partnership, (ii) none of the Shareholders controls or holds, directly or indirectly through one or more holding companies, shares or any other similar interest in the New General Partner, and (iii) the Shareholders do not represent more than 50% of the total commitments of the most recent fund managed or advised by such New General Partner.

The appointment of the New General Partner may only be executed with a Shareholders' Supermajority Approval.

In the event that the general meeting of Shareholders decides to transfer the management of the Partnership to a New General Partner in accordance with the above provisions:

(i) the Depositary, following the vote of the general meeting of Shareholders, shall approve the transfer of the management of the Partnership to the New General Partner, which approval shall not be unreasonably withheld;

(ii) the New General Partner shall agree to (u) purchase the GP Share, (v) adhere to the Information Memorandum, (w) adhere to any agreements with the Shareholders relating to their investment in the Partnership, which have been accepted by the Manager or the General Partner, (x) purchase 100% of any shares held by the Manager or by the General Partner and/or its Affiliates in the general partner of any Feeder Fund (y) change the names of the Partnership and the Feeder Funds for a name that does not contain the word “Meridium” or any reference to this name, and (z) relinquish the use of the name “Meridium” in connection with the management of the Partnership and each Feeder Fund, if any;

(iii) the Partnership shall pay in cash to the General Partner, no later than fifteen (15) days prior to the effective transfer of the management of the Partnership to the New General Partner, an amount (excluding tax) equal to once the amount of the annual Management Fee as calculated as set forth in the Information Memorandum for the preceding year.

If the date of the effective transfer of the management of the Partnership to the New General Partner occurs before the Initial Calculation Date (the Period 1), the Management Carry Vehicle shall retain the number of Class B Shares equal to the greater of the following ratios (i) 50% or (ii) the ratio of the Invested Commitments over the Aggregate Commitment. The remaining Class B Shares will be transferred to the New General Partner for a consideration equal to the NAV with respect to the said transferred Class B Shares.

If the date of the effective transfer of the management of the Partnership to the New General Partner occurs (i) after the Initial Calculation Date but before the Final Calculation Date (the Period 2) or (ii) after the Final Calculation Date (the Period 3), the Management Carry Vehicle will retain 100% of the Class A Shares, Class B Shares and Class C Shares that it holds.

Removal of the General Partner pursuant to this paragraph “Removal of the General Partner and the Manager without fault” shall give rise to the immediate termination of the Management Agreement. Either the New General Partner or an alternative investment fund manager (gestionnaire) appointed by the New General Partner will replace the Manager as manager of the Partnership.

2. Removal of the General Partner and the Manager for fault

In the event of a Gross Negligence from the General Partner or the Manager, as determined by a Luxembourg court decision, which causes substantial harm to the economic interests of the Partnership (without prejudice to the possibility for the General Partner or the Manager to subsequently recover its rights by way of appeal proceedings), Shareholders whose aggregate Commitments represent at least 50% of the share capital of the Partnership (the Claiming Shareholders) may request the General Partner, by registered letter with return receipt requested (setting out the above mentioned Gross Negligence) (the Request Letter), to remedy or propose a solution to remedy the adverse effect of such Gross Negligence to the interests of the Partnership.

The General Partner shall have a period of twenty (20) Business Days as from the receipt of the Request Letter to notify the Claiming Shareholders by registered letter with return receipt requested (the Response Letter) (i) of the measures taken to remedy to the aforementioned adverse effect or (ii) of the solution proposed in order to so remedy.

The Claiming Shareholders shall notify the General Partner by registered letter with return receipt within a fifteen (15) Business Day period as from the receipt of the Response Letter either (i) their agreement to the measures taken or the proposed solution, or (ii) their disagreement with the measures taken or the proposed solution.

In the event of a disagreement by Shareholders whose Aggregate Commitments represent at least 50% of the share capital of the Partnership on the measures taken or the proposed solution, the Claiming Shareholders may request the General Partner, in the registered letter with return receipt requested referred to in the previous paragraph, to propose to the general meeting of Shareholders and within a maximum period of two (2) months as from the receipt date of the aforementioned registered letter, the following options:

(i) terminate the Investment Period, subject to the Shareholders’ Ordinary Approval, it being specified that the date of the Shareholders’ Ordinary Approval shall constitute the date on which the Investment Period ends; or

(ii) transfer the management of the Partnership to a New General Partner, subject to the Shareholders’ Ordinary Approval.

The aforementioned registered letter shall indicate the name of the New General Partner certify that (i) the New General Partner is a general partner approved by the Luxembourg Supervisory Authority to manage the Partnership, (ii) none of the Shareholders controls, holds, directly or indirectly through one or more holding companies, shares or any other similar interest in the New General Partner, and (iii) the Shareholders do not represent more than 50% of the total commitments of the most recent fund managed by such New General Partner.

In the event that the Shareholders decide to transfer the management of the Partnership to a New General Partner in accordance with the above provisions:

(i) the Depositary, following the vote of the general meeting of Shareholders, shall acknowledge the transfer of the management of the Partnership to the New General Partner, which acknowledgement shall not be unreasonably withheld;

(ii) the New General Partner shall agree to (u) purchase the GP Share, (v) adhere to the Information Memorandum, (w) adhere to any agreements with the Shareholders relating to their investment in the Partnership which have been accepted by the Manager or the General Partner, (x) purchase 100% of the Shares held by the General Partner and/or its Affiliates in the general partner of any Feeder Fund, (y) change the names of the Partnership and any Feeder Fund for a name that does not contain the word “Meridiam” or any reference to this name, and (z) relinquish the use of the name “Meridiam” in connection with the management of the Partnership and any Feeder Fund.

In the event that the general meeting of Shareholders decides not to transfer the management of the Partnership to the New General Partner, the present procedure shall end and the Gross Negligence identified in the Request Letter shall no longer be relied on and/or used except in the event of new material elements.

If the date of the effective transfer of the management of the Partnership to the New General Partner occurs during the Period 1, the Management Carry Vehicle will transfer 100% of its Class B Shares to the New General Partner. These Class B Shares will be transferred to the New General Partner for a consideration equal to the NAV with respect to the said transferred Class B Shares.

If the date of the effective transfer of the management of the Partnership to the New General Partner occurs during the Period 2, the Management Carry Vehicle will transfer 100% of its Class B Shares to the New General Partner and 100% of the Class A Shares resulting from the conversion of B shares that it holds. These Class B Shares will be transferred to the New General Partner for a consideration equal to the NAV with respect to the said transferred Class B Shares.

If the date of the effective transfer of the management of the Partnership to the New General Partner occurs during the Period 3, the Management Carry Vehicle will transfer 100% of its Class C Shares.

At any time, in case of effective transfer of the management of the Partnership to a New General Partner following a removal of the General Partner for fault as described in this paragraph Removal of the General Partner and the Manager for fault, the Management Carry Vehicle shall commit to transfer any Class A Share subscribed on the Final Closing Date and use its commercially reasonable efforts to sell those shares on the secondary market within 6 months after the effective transfer.”

Removal of the General Partner pursuant to this paragraph “Removal of the General Partner and the Manager for fault” shall give rise to the immediate termination of the Management Agreement. Either the New General Partner or an alternative investment fund manager (gestionnaire) appointed by the New General Partner will replace the Manager as manager of the Partnership.

Art. 21. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Partnership and any other company, firm or entity shall be affected or invalidated by the fact that the Manager, the General Partner or one or more of the officers of the Partnership is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company, firm or entity. The Manager, General Partner or any officer of the Partnership who serves as a director, officer or employee of any company, firm or entity with which the Partnership shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company, firm or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Potential conflicts of interest would include, for example, the Manager or the General Partner (i) providing services to other customers, (ii) employees or managers of the Manager or the General Partner becoming a director in, or (iii) holding or dealing in securities held by the Partnership.

Complementary conflict of interest rules and guidance are further described in the Information Memorandum.

Art. 22. Signature. The Partnership shall be bound by the sole signature of the Manager or the General Partner acting through (i) one or more of its duly authorized signatories, or (ii) such person(s) to which such power has been delegated.

Art. 23. Indemnification. The Partnership agrees to indemnify and hold harmless out of the assets of the Partnership the Indemnified Persons against any and all liabilities, actions, proceedings, claims, costs, demands, damages and expenses (including legal fees) incurred or threatened arising out of or in connection with or relating to or resulting from the Indemnified Person being or having acted as a manager, general partner or investment advisors in respect of the Partnership or arising in respect of or in connection with any matter or other circumstance relating to or resulting from the exercise of its powers as a manager, general partner or investment advisor or from the provision of services to or in respect of the Partnership or under or pursuant to any agreement relating to the Partnership or in respect of services as a Nominated Director or which otherwise arise in relation to the operation, business or activities of the Partnership provided however that any Indemnified Person shall not be so indemnified with respect to any matter resulting from their gross negligence, fraud or wilful misconduct or their material breach of the provisions of these Articles or the Information Memorandum.

This indemnity shall continue in effect notwithstanding the fact that the Indemnified Person shall have ceased to act as manager or general partner or otherwise to provide services to or in respect of the Partnership or to act in any of the capacities listed in this Article twenty-three.

Art. 24. General Meetings of Shareholders. The decisions of the Shareholders are taken by resolutions passed at meetings of the Shareholders held at a time and place specified in the notice of the meeting.

The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Partnership. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Partnership.

General meetings of Shareholders are convened by the General Partner.

If all Shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders. Any Shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means another person who need not be Shareholder.

Each Shareholder may participate in general meetings of Shareholders.

All general meetings of Shareholders shall be chaired by the General Partner.

One general meeting shall be held annually at the registered office of the Partnership or elsewhere as may be specified in the notice of meeting at 10:00am on the second Tuesday of May and for the first time in 2007. If this day is not a Business Day, the general meeting shall be held on the first following Business Day.

Unless otherwise provided for in these Articles of Association, Shareholders' resolutions are validly passed by Shareholders' representing a majority of the voting rights at Shareholders' meetings validly convened and quorate in accordance with the 1915 Law. In any case, unless otherwise provided, the consent of the General Partner is required for any Shareholders' resolution to be validly adopted.

Any amendment to the Information Memorandum may be adopted according to the rules prescribed for the amendment of these Articles of Association.

Art. 25. Financial Year. The Partnership's financial year begins on 1st January and closes on 31st December of the same year.

Art. 26. Accounts. Each year, the General Partner will draw up the annual accounts of the Partnership.

The annual accounts shall be approved by the annual general meeting of Shareholders upon proposal of the General Partner.

The accounts shall be expressed in Euro.

Art. 27. Supervision. The operations of the Partnership and its financial situation shall be supervised by one independent Auditor qualifying as a «réviseur d'entreprises agréé» who shall be appointed by the General Partner for a renewable term of one (1) year. The Auditor shall be remunerated by the Partnership and shall remain in office until its successor is appointed. The Auditor shall fulfil all duties prescribed by the SICAR Law. The independent Auditor may only be removed by the General Partner on serious grounds.

Art. 28. Distribution. Subject to permitted reinvestments, and the requirements of Luxembourg law, Distributions shall be payable by the Partnership on its Shares on an interim basis when declared by the Manager or the General Partner in accordance with these Articles of Association and the Information Memorandum. Annual distributions will be made by the general meeting of Shareholders upon a proposal of the Manager or the General Partner.

No Distribution may be made if after the declaration of such Distribution the Net Asset Value of the Partnership would fall below EUR 1,000,000 (one million Euro).

Art. 29. Depositary. The Partnership shall enter into a Depositary Agreement with a financial institution, which shall satisfy the requirements of the SICAR Law. The Depositary shall assume towards the Partnership and the Shareholders the responsibilities set out in the SICAR Law (notably in article 8 and 9 of the SICAR Law), the Depositary Agreement and any other law applicable. Notably, the Depositary shall hold the Partnership's assets in the name and on behalf of the Partnership.

The Depositary shall assume the liability, and be responsible in accordance with Luxembourg regulations and with the Depositary Agreement, for the safekeeping of all the assets of the Partnership.

The Depositary shall verify the compliance by the Manager and the General Partner with the Articles of Association with respect to the assets of the Partnership and shall verify the receipt under custody for the Partnership of counterparts of all documentation for all transactions made on behalf of the Partnership.

The Depositary shall moreover ensure that:

(a) the instructions of the Manager or the General Partner or of their appointed agents are carried out, unless they conflict with the SICAR Law or the Articles of Association;

(b) in transactions involving the assets of the Partnership, the consideration is remitted to it within the usual time limits; and

(c) the income of the Partnership is applied in accordance with the Articles of Association.

The Depositary Agreement may be terminated on ninety (90) Business Days' notice.

The Depositary will receive an annual fee out of the net assets of the Partnership, payable quarterly in arrears, which fee shall be determined from time to time by agreement between the Partnership and the Depositary and calculated in accordance with usual banking practice in Luxembourg for the provision of similar services.

In the event of termination of the Depositary Agreement or the resignation of the Depositary, the Manager or the General Partner shall use its best endeavours to find within two months a financial institution to act as Depositary and upon doing so the Manager or the General Partner shall appoint such financial institution to be Depositary in place of the former Depositary.

After dismissal, the Depositary must continue to carry out its function as long as is necessary to enable the entire assets of the Partnership to be transferred to the new Depositary.

Art. 30. Winding-up. The Partnership may (i) be voluntarily dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders deliberating as prescribed for amendment of these Articles of Association, with the consent of the General Partner or (ii) dissolve as set out in Article five (5).

Art. 31. Liquidation. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed at a general meeting of Shareholders deliberating as prescribed for amendment of these Articles of Association and which will specify their powers and fix their remuneration.

Such liquidator(s) appointed must be approved by the Luxembourg Supervisory Authority and must provide all requisite guarantees of honorability and professional skills.

Once the Partnership is placed in liquidation, the assets of the Partnership will be distributed to the Shareholders in accordance with the principles described in Article twenty-eight (28) and the Information Memorandum.

Art. 32. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the 1915 Law and the SICAR Law for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Art. 33. Definitions and Interpretation.

In these Articles of Association, unless inconsistent with the context or otherwise defined, the following expressions shall have the following meaning:

- «Add-on Investment»: any supplementary Investments in existing Portfolio Companies;
- «Acquisition Cost»: the total amount paid by the Partnership with respect to an Investment, including all the expenses borne, if any, by the Partnership (in particular due diligence expenses, registration duty or any other similar taxes and duties) in connection with such Investment;
- «Additional Capital Contribution(s)»: any capital contribution made by a Shareholder in excess of its Initial Capital Contribution;
- «Additional Drawdown»: in the case of each Class A and Class B Shareholder, at any particular point in time, such portion of its Outstanding Commitment as may be requested by the Manager or the General Partner to be contributed to the Partnership by way of Additional Capital Contribution pursuant to an Additional Drawdown Notice;
- «Additional Drawdown Notice»: a notice from the Manager or the General Partner to each Shareholder by facsimile, e-mail or post, in such form as may be approved by the Manager or the General Partner from time to time, stating that an Additional Drawdown is to be paid and the purpose for which the Additional Drawdown is to be used, identifying the entity in which an Investment is to be made, and including a short description of the nature of business of such entity;
- «Administration Agent»: the administration and paying agent of the Partnership, or any successor administration and paying agent thereto;
- «Admission Date»: in relation to a Shareholder, the date, as determined by the General Partner in its absolute discretion and notified to such Shareholder by the General Partner prior thereto, on which such Shareholder is admitted to the Partnership and entered as a Shareholder in the Register;
- «Aggregate Capital Contributions»: the aggregate of the Initial Capital Contribution and each Additional Capital Contribution;
- «Affiliate»: in relation to any person, (i) any other person which directly or indirectly Controls, is Controlled by, or is under common Control with such person; or (ii) any officer, director, partner or employee of such person or such other person;
- «Aggregate Capital Contributions» the aggregate of the Initial Capital Contribution and each Additional Capital Contribution;
- «Aggregate Commitment(s)»: the aggregate commitment of each Shareholder;
- «Articles»: means these articles of association of the Partnership, as amended from time to time by a duly convened Shareholders meeting resolving at a two-thirds majority vote with a quorum of at least 50% of the Shares issued and outstanding present or represented at a first Shareholders meeting or, failing the minimum quorum during such meeting, merely a two-thirds majority approval at the second Shareholder's meeting convened in respect of the same agenda items, without any quorum requirement
- «Auditor»: the auditor to the Partnership appointed in accordance with article 27 of the SICAR Law or any other or successor auditor to it appointed by the general meeting of the Shareholders;

- «Business Day»: a day on which banks and other financial institutions are open for business (other than Saturdays, Sundays and public holidays) in Luxembourg;
- «CACIF»: CREDIT AGRICOLE CAPITAL INVESTISSEMENT & FINANCE S.A., a public limited company (société anonyme), incorporated under the laws of France, having its registered office at 100, boulevard du Montparnasse, F-75014 Paris;
- “Claiming Shareholders”: has the meaning as defined in article 20 of these Articles
- «Carried Interest»: the carried interest in the Partnership payable to the Class B Shareholders by way of Distributions;
- «Class» or «Classes»: includes the GP Share, each of the Class A Shares, Class B Shares and, upon issuance, the Class C Shares and any further Class of Shares issued by the Partnership;
- «Class A Shareholder»: a holder of Class A Shares being a limited partner (associé commanditaire) within the meaning of the 1915 Law;
- «Class B Shareholder»: a holder of Class B Shares being a limited partner (associé commanditaire) within the meaning of the 1915 Law;
- «Class C Shares»: a Class of Shares to be issued upon the conversion of certain Class B Shares, as set forth in the Information Memorandum;
- «Closing” and “Closing Date(s)”: the date (or dates) determined by the Manager on or prior to which Subscription Agreements for Class A Shares must be received and accepted by the Manager or the General Partner. The Initial Closing Date occurred on 27 October 2006; provided however that the Partnership may accept further subscriptions for Class A Shares during the Offer Period;
- «Co-Initiator»: AECOM Technology Corporation, a Delaware corporation, with its principal place of business at 555 South Flower Street, Suite 3700, Los Angeles, California, 90071-2300, USA through its wholly-owned subsidiary AECOM Global Inc., a Delaware corporation, with its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA;
- «Commitment»: the commitment of each Class A Shareholder made pursuant to a Subscription Agreement entered into between such Class A Shareholder and the Manager or the General Partner acting for and on behalf of the Partnership, pursuant to which the Class A Shareholders commit to pay the aggregate Issue Price for the Class A Shares respectively to be subscribed by it and to make the Further Commitment to provide Additional Capital Contributions up to its Aggregate Commitment to the Partnership;
- «Control»: the power to direct the management or policies of a person or an entity (whether incorporated or unincorporated), directly or indirectly, whether through the ownership of shares, possession of voting power in respect of shares or other securities, by contract or otherwise, and «Controlled» and «Controlling» have corresponding meanings;
- «Depositary»: shall mean the depositary bank appointed in accordance with article 8 of the SICAR Law or any successor depositary thereto;
- «Depositary Agreement»: the agreement between the Partnership and the Depositary as amended, supplemented or otherwise modified from time to time;
- «Default Notice»: a notice given to any Class A Shareholder who fails to pay to the Partnership the amount, which is the subject of an Additional Drawdown Notice on or before the date of expiry of such notice, demanding payment of such Additional Drawdown amount plus Interest Compensation for each day of default. Such Default Notice shall also set out the consequences (as specified in these Articles of Association) of a failure to pay the amount of the Additional Drawdown and any applicable Interest Compensation within thirty (30) days of the date of such notice;
- «Defaulting Shareholder»: as defined in Article nine (9);
- «Distribution»: any distribution of dividends, proceeds of redemption of Shares, any allocation of liquidation proceeds, or other distribution by the Partnership in respect of Shares;
- «EU»: the European Union;
- «Euro or EUR»: the currency of the member states of the EU that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community (signed in Rome 1957) as amended by the Treaty on European Union (signed in Maastricht on 7 February 1992);
- «EURIBOR»: the percentage rate per annum equal to the offered quotation which appears on the page of the Telerate Screen which displays an average rate of the Banking Federation of the European Union for three month EURO (being currently page 248) at or about 11.00 a.m. (Brussels time) on the Specified Date or, if such page or such service shall cease to be available, such other page or such other service for the purpose of displaying an average rate of the Banking Federation of the European Union as the Manager or the General Partner shall reasonably select;
- “Feeder Fund”: means a limited partnership or other entity set-up for the purpose of facilitating an investment into the Partnership by certain types of investors due to tax, regulatory or other reasons
- «Final Calculation Date»: the twelfth (12th) anniversary of the Initial Closing Date;
- «Final Closing Date”: the final Closing Date for subscriptions for Class A Shares, as determined by the Manager or the General Partner and falling not later than 17 (seventeen) calendar months after the Initial Closing Date

- «Founding Shareholders»: the shareholders appearing as founding shareholders in the incorporation deed of the Company;
- «Further Commitment(s)»: as defined in Article nine (9);
- «General Partner»: MERIDIAM Infrastructure Managers S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, is the unlimited general partner of the Partnership and acts as its manager (associé gérant commandité).
- «GP Share»: the GP share in the Partnership held by the General Partner;
- “Gross Negligence”: means (i) any serious breach of these Articles, the Information Memorandum and/or any regulations applicable to the Manager or the General Partner or to the Partnership by the Manager or the General Partner caused by any member of the Management Team, or (ii) any criminal sentence against the Manager or the General Partner in relation to the management of the Partnership;
- «Income Receipts»: all sums received by way of dividends or payments of interest received by the Partnership from any Portfolio Companies, but excluding all amounts received by the Partnership from any Portfolio Company upon or in relation to the disposal of any Investment;
- “Indemnified Individual”: means any officer, director, shareholder, agent, member, adviser, consultant, partner or employee of the Manager, the General Partner or any of their Affiliates or a Nominated Director;
- “Indemnified Person”: means any of the Manager, the General Partner or their Affiliates and any Indemnified Individual;
- “Independent Valuer”: an independent valuer appointed by the General Partner to value the assets of the Partnership and having relevant expertise and experience in the valuation of infrastructure assets;
- «Information Memorandum»: the information memorandum relating to the Partnership, including any supplement thereto, as amended or restated from time to time;
- «Initial Additional Drawdown Proportion»: as defined in Article eight (8);
- «Initial Calculation Date»: the seventh (7th) anniversary of the Initial Closing Date, on which date the first calculation in respect of the Carried Interest on the Class B Shares shall be made;
- «Initial Capital Contribution»: the initial capital contribution made by each Shareholder during the Offer Period in respect of the Shares acquired by it, being an amount equal to the Issue Price multiplied by the number of Shares acquired by it at its Admission Date;
- «Initial Closing Date»: 27 October 2006;
- «Initiator(s)»: CACIF and PREDICA;
- «Interest Compensation»: the interest due from a Class A Shareholder to the Partnership accrued between the date payment in respect of any of its Commitment was due until the date such amount was paid, calculated based on an interest rate equal to three month Euribor plus two per cent. (2%) per annum, calculated from the date payment of such amount falls due until the date payment is received by the Partnership;
- “Invested Commitments”: means the Aggregate Commitments of all the Shareholders;
- «Investment»: any investment made by the Partnership in a Portfolio Company or SPV or any other type of equity capital, debt securities, loans and/or other financing facilities and/or arrangements, as granted by the Partnership to any Portfolio Company including without limitation (i) any Add-on Investment, (ii) the refinancing of any one or more of such investments, and (iii) and any such investment made through a joint venture with a third party;
- «Investment Period»: the period commencing on the Initial Closing Date and ending on the earlier of the following dates: (i) the fourth (4th) anniversary of the Final Closing Date provided that 100% of the Aggregate Commitments has been invested or allocated to specific Investments or used for paying costs, fees and expenses or (ii) the fifth (5th) anniversary of the Final Closing Date, subject to an extension by the Manager for one additional period of one year, such extension to be subject to the approval of the Investor Committee;
- «Investment Strategy»: the investment strategy of the Partnership as described in the Information Memorandum, as such investment strategy may be amended from time to time by the Manager, with the unanimous approval of the members of the Investor Committee;
- «Investor Committee»: the investor committee of the Partnership if any, which may be set-up by the Manager as more fully described in the Information Memorandum;
- «IRR»: the annualised internal rate of return (compounded on an annual basis) on the cash flows of the Partnership taking into account (i) the Initial Capital Contribution paid by the Class A Shareholders, (ii) all amounts drawn down from Class A Shareholders in the form of Additional Capital Contributions, and (iii) all Income Receipts and the residual value of the assets of the Partnership estimated at the date of the calculation as calculated by the Administration Agent at each record date for the payment of dividends (as determined by the Manager) and according to normal statistical techniques using annual resets so that, in the absence of manifest error, such calculation of the Administration Agent shall be binding on all Shareholders and the Partnership. For the purpose of such calculation, the Administration Agent shall assume in respect of any drawdown that the cost to the Partnership thereof was incurred (i) on the Initial Closing Date, in respect of the Issue Price of the Class A Shares, and (ii) in the case of further contributions in respect of Commitment as Additional Capital Contributions on the date on which such amounts were required to be paid to the Partnership as specified in the relevant Additional Drawdown Notice;

- «Issue Price»: the initial issue price of the Class A and the Class B Shares, being EUR 25 (twenty-five Euro) per Class A Share and per Class B Share, respectively;
- “Luxembourg GAAP”: means Luxembourg generally accepted accounting principles;
- “Management Agreement”: means the agreement between the Partnership, the General Partner and the Manager in relation to the management and operation of the Partnership;
- “Management Carry Vehicle” means the management participation special purpose vehicle;
- “Management Fee”: means the annual management fee paid to the General Partner as detailed in the Information Memorandum;
- “Manager”: means the entity appointed by, and dismissed at the discretion of, the General Partner, as the case may be, in accordance with the directive 2011/61/EU on alternative investment fund managers;
- “Net Asset Value”: the net asset value of the Partnership as determined by the Administration Agent on the basis of the valuation of the assets of the Partnership, as provided by the Manager, and calculated in accordance with the provisions of Article fourteen (14);
- “New General Partner”: means a new general partner appointed upon removal of the General Partner;
- “Nominated Director”: means any person nominated by the Partnership or the Manager (or any Affiliate) to be a director (or equivalent) of any company in which the Partnership holds an Investment or to be a member (or equivalent) of any relevant committee of a Portfolio Company;
- «OECD»: Organisation for Economic Cooperation and Development;
- «Offer Period”: the fifteen month period in between the Initial Closing Date and the Final Closing Date;
- «Outstanding Commitment»: the amount drawn down from Shareholders for Investments less the Acquisition Cost of the Investments that have been realised or distributed by the Partnership to the Shareholders;
- «Partnership Running Yield»: the gross annual yield received by the Partnership;
- «Portfolio Company» or «SPV»: any corporation or other entity investing (directly or indirectly) in PPP infrastructure projects in the transportation, facilities and accommodation, and environment sectors or providing related services in any OECD country, which requires development, project construction or operations related finance, in which the Partnership has made or intends to make an Investment;
- «PPP»: public private partnership;
- «PREDICA»: Predica S.A., a public limited company (société anonyme) established under the laws of France with its registered office at 50-56, rue de la Procession, F-75015 Paris, registered with the Commercial Registry of Paris under the number B 334 028 123.
- «Redrawn Commitment»: funds representing the proceeds from the disposal of an Investment or part thereof that have been distributed to the Shareholders, and drawn down again by the Manager or the General Partner, provided that, in the case of funds returned on disposal of an Investment or part thereof (i) the Partnership has acquired such Investment and subsequently disposed of it within eighteen (18) calendar months of its acquisition; (ii) such draw down takes place within twelve (12) months of the distribution of such funds to the Shareholders (and, in any event, within the Investment Period); and (iii) the aggregate amount of Commitments redrawn by the Manager or the General Partner shall not exceed 20% (twenty percent) of the Aggregate Commitments;
- «Registrar and Transfer Agent»: the registrar and transfer agent appointed as the registrar and transfer agent of the Partnership pursuant to the Administration Agreement, or any successor registrar and transfer agent thereto;
- «Related Party»: any Affiliates or clients of the Initiator, the Co-Initiator, the Manager, the General Partner and their respective Affiliates;
- «Right of First Refusal»: the right of first refusal as defined in Article thirteen (13);
- «Share»: a share in the capital of the Partnership which may be issued in different Classes by the Partnership pursuant to these Articles of Association, including, but not limited to, the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares and the GP Share that will have to be fully paid up at the date of subscription;
- «Shareholder»: a holder of a Share;
- «Shareholders’ Supermajority Approval” the approval of Shareholders representing 75% of the share capital of the Partnership or, if CACIF does not approve the proposed resolution, the approval of the Shareholders (excluding CACIF) representing 75% of the share capital of the Company (excluding the portion of the share capital of the Partnership corresponding to the Shares held by CACIF, provided that any decision involving an amendment to these Articles may only be taken at a duly convened Shareholders meeting resolving at a two thirds majority with a quorum of at least 50% of the Shares issued and outstanding present or represented;
- «SICAR»: société d’investissement en capital à risque (investment company in risk capital);
- «SICAR Law»: the Luxembourg law of 15 June 2004, on the investment company in risk capital, as amended from time to time;
- «Subscription Agreement»: an agreement to be entered into between each Shareholder and the Partnership pursuant to which Shareholders may subscribe for Shares in the Partnership, Partnership;

- «Total Initial Contribution»: as defined in Article eight (8); and
- «1915 Law»: the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

References to articles are to the articles of these Articles of Association.

Words importing gender include each gender.

References to persons include bodies corporate, firms and unincorporated associations.

The singular includes the plural and vice versa.

Headings of articles are included for convenience only and do not affect their interpretation.

References to all or any part of any statute or statutory instrument include any statutory amendment, modification or re-enactment in force from time to time and references to any statute include any statutory instrument or regulations made under it.

Any reference to the Partnership, the Manager, the General Partner, the Depositary or the Administration Agent includes a reference to its or their duly authorised agents or delegates.”

The votes were cast as follows:

Votes cast %

In favour:

Against:

Abstain/votes withheld:

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately two thousand euro (EUR 2,000).

Declaration

Whereof this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date first stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the members of the Bureau.

Signé: L. Mersch, M. Bernot, C. Vaudémont et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 juillet 2014. Relation: LAC/2014/35955. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 6 août 2014.

Référence de publication: 2014124946/887.

(140141883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

CB Spirits S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 189.208.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth of July.

Before Us Maître Joseph ELVINGER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CB International Finance S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 93.303,

here represented by Sara Lecomte, private employee, professionally residing in Luxembourg by virtue of one proxy given under private seal dated 25 July 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

"Name - Corporate objectives - Registered office - Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. There is hereby established a private limited liability company (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity ("Luxembourg Law"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "1915 Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 5, 7 and 12 the exceptional rules applying to single shareholder companies.

The Company will exist under the corporate name of "CB Spirits S.à r.l."

Art. 2. Corporate Objectives. The objects of the Company are:

2.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

2.2 to carry on any trade or business whatsoever, to perform any commercial activity and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

2.3 to, directly or indirectly, invest in, acquire, hold or dispose of any kind of asset by any means;

2.4 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the board of managers thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

2.5 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the board of managers thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

2.6 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

2.7 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this article 2.7 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

2.8 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

2.9 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the board of managers of the Company thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

2.10 to do all or any of the things provided in any paragraph of this article 2 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

2.11 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the board of managers of the Company incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

2.12 The Company's object may also include (i) the development, the creation and the acquisition, including by way of contribution, of technology consisting of any patent, industrial and commercial trademark, copyright, design model and know-how, under whatsoever form and (ii) the registration, the management and the exploitation of the above mentioned by way of use, grant of use, sale, transfer, exchange or otherwise;

PROVIDED ALWAYS that in no event any purchasing or selling activities, or any activities that constitute purchasing or selling, with respect to any products manufactured by any manufacturer (related or unrelated) or with respect to any components or raw materials utilized in the manufacture of any of those products, including but not limited to: marketing, placing or soliciting orders, or negotiation of purchase or sales contracts, will physically occur on the territory of the Grand Duchy of Luxembourg.

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

Art. 3. Registered Office. The registered office of the Company is established in Capellen.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Capital - Shares

Art. 5. Corporate Capital. The share capital is fixed at USD 25,000.- (twenty-five thousand US Dollars) represented by 2,500,000 (two million five hundred thousand) shares of USD 0.01- (one US Dollar cent) each.

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 12 of the Articles.

Art. 6. Shares. Each share entitles to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of Shares. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the 1915 Law.

Management

Art. 8. Board of Managers. The Company is managed by a board composed of at least 2 (two) managers (conseil de gérance), composed of at least 1 (one) manager of category "A" and at least 1 (one) manager of category "B".

The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

Art. 9. Powers of the Board of Managers. In dealing with third parties, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 9 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers.

Towards third parties, the Company will be validly committed, in all circumstances, by the joint signature of one manager of category "A" and one manager of category "B".

The board of managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 10. Meetings and Decisions of the Board of Managers. The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by the chairman, the secretary or by any two managers. The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented. A manager may be represented by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. Any decisions by the board of managers shall require a simple majority. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be

documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 11. Liability of the Managers. The members of the board of managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Shareholders decisions

Art. 12. Shareholders Decisions. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the 1915 Law.

Financial year - Balance sheet

Art. 13. Financial Year. The Company's financial year begins on the 1st of March and ends on the last day of February of each year.

Art. 14. Adoption of Financial Statements . At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Distribution Rights. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

The shareholders upon recommendation of the board of managers may decide to make a distribution of interim dividends. A decision to distribute interim dividends may only be taken on the basis of interim financial statements (balance sheet and profit and loss account) which evidence that the Company has sufficient distributable amounts to fund the distribution.

The amount capable of being distributed by way of an interim distribution shall not exceed the amount of net profits realised since the close of the last business year preceding the distribution (provided the annual financial statements pertaining to that year have been approved), increased by profits carried forward and amounts drawn from available free reserves, and reduced by losses carried forward and amounts to be allocated to the legal reserve.

Winding-up - Liquidation

Art. 16. Winding-up, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the shareholder(s).

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

At the time of winding up the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Applicable law

Art. 17. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the 1915 Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the 28th of February 2015.

Subscription - Payment

All the 2,500,000 (two million five hundred thousand) shares representing the capital have been subscribed by CB International Finance S.à r.l.

All the 2,500,000 (two million five hundred thousand) shares have been fully paid up in cash, therefore the amount of USD 25,000.- (twenty-five thousand US Dollars) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as managers for an undetermined duration:

- Category "A":

Nicolas Susgin, Managing Director, born in Nancy, France, on January 14, 1982 and residing at 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg.

- Category "B":

Perry R. Humphrey, Managing Director, born in Chardon, Ohio on May 14, 1957 and residing at 207 High Point Drive, Bldg.100, Victor, New York 14564.

In accordance with article 9 of the articles of association, the Company shall be bound towards third parties, by the joint signature of one manager of category "A" and one manager of category "B".

2) The Company shall have its registered office at 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit juillet.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

CB International Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 93.303,

ici représentée par Sara Lecomte, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, en date du 25 juillet 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

"Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination Sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée (ci-après "la Société") qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Loi Luxembourgeoise") et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi de 1915"), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 5, 7 et 12, les règles exceptionnelles s'appliquant aux sociétés à responsabilité limitée unipersonnelles.

La Société a comme dénomination "CB Spirits S.à r.l."

Art. 2. Objet Social. Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

2.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient à ce moment un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) tout ou partie des actions, parts, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et d'en disposer au même titre;

2.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, d'entreprendre toute activité commerciale et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et / ou des dettes de toute personne entreprenant une activité;

2.3 d'investir, directement ou indirectement, d'acquérir, de détenir ou disposer de tout type d'actif par tout moyen;

2.4 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le conseil de gérance, et de prêter des fonds et d'accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

2.5 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent tel que le conseil de gérance le déterminera, y compris par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et d'autres titres ou instruments, perpétuels ou autre, convertibles ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou son capital non encore levé, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

2.6 d'acquérir tout titre, fusionner, entreprendre une consolidation et encore conclure un partenariat ou un arrangement en vue de partager les profits, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre procédé avec toute personne, y compris, tout employé de la Société;

2.7 de conclure une garantie ou un contrat d'indemnités ou de sûretés, et d'accorder une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne (une "Entité Holding") qui est à cet instant un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associé à la Société dans certaines activités ou partenariat), sans que la Société y perçoive obligatoirement une contrepartie (qu'elle soit directe ou indirecte), et que ce soit par engagement personnel ou gage, cautionnement ou charge pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés, des actifs (présent ou futur) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet article 2.6, une "garantie" comprend toute obligation, sous quelque forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement, ou autrement d'être tenu responsable de toute dette ou obligations financières auxquelles une autre personne est tenue;

2.8 d'acheter, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif;

2.9 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le conseil de gérance, y compris des parts sociales/actions, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libérés, de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou en partie) les mêmes objets sociaux que ceux de la Société; détenir des parts sociales/actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer, développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en gage, disposer ou accorder des droits d'option, tirer parti ou toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

2.10 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet article 2 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, d'agent, de co-contractant, de trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une autre personne ou d'autres personnes;

2.11 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le conseil de gérance estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

2.12 L'objet social de la Société peut également inclure (i) le développement, la création et l'acquisition, y compris par voie d'apport, de technologie consistant en tout brevet, marque de fabrique ou commerciale, droit d'auteur, modèle et savoir-faire, sous quelque forme que ce soit et (ii) l'enregistrement, la gestion et l'exploitation des technologies précitées par voie d'utilisation, l'octroi du droit d'utilisation, vente, transfert, échange ou autrement.

ETANT TOUJOURS ENTENDU qu'en aucun cas, l'activité d'achat ou de revente, ou tout achat ou revente, en ce qui concerne tout produit fabriqué par tout fabricant (lié ou non lié) ou en ce qui concerne tout composant ou matières premières utilisés dans la fabrication de l'un de ces produits, y compris mais non limité à: la commercialisation, passer ou faire commande, ou négocier l'achat ou les contrats de vente, ne prendra place physiquement sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Capellen.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Le siège social peut être déplacé à l'intérieur de la commune par décision du conseil de gérance de la Société.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Durée de la Société. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital Social. Le capital social est fixé à 25.000,- Dollars Américains (vingt-cinq mille Dollars Américains) représenté par 2.500.000 (deux millions cinq cent mille) parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 Dollars Américains (un centime de Dollar Américain) chacune.

Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 12 des Statuts.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, puisqu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Cession de parts sociales. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales de la Société détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chaque associé ne sont transmissibles que moyennant l'application des dispositions de l'article 189 de la Loi de 1915.

Gérance

Art. 8. Conseil de Gérance. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins 2 (deux) gérants et dont au moins 1 (un) gérant est de catégorie A et au moins 1 (un) gérant de catégorie B.

Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Art. 9. Pouvoirs du Conseil de Gérance. Dans les rapports avec les tiers, le conseil de gérance a tous les pouvoirs pour agir en toute circonstance au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 9 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

A l'égard des tiers, la Société sera valablement engagée, en toute circonstance, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie "A" et d'un gérant de catégorie "B".

Le conseil de gérance est autorisé à déléguer n'importe lequel de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc et déterminera les pouvoirs et responsabilités de l'agent en question et sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions relatives à la représentation.

Art. 10. Réunions et décisions du Conseil de Gérance. Le conseil de gérance pourra élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, sa place sera remplacée par une élection parmi les gérants présents lors de la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par le président, le secrétaire ou par deux gérants. Le conseil de gérance pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants sont présents ou représentés.

Un gérant peut donner procuration à un autre gérant pour le représenter.

Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer et prendre des décisions que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations.

Toute décision du conseil de gérance doit être adoptée à la majorité simple. En cas de partage de voix, la voix du président sera prépondérante.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors de la réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé.

Une décision écrite signée par tous les gérants sera aussi valable et efficace que si elle avait été prise lors d'une réunion du conseil dûment convoquée.

Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les gérants.

Art. 11. Responsabilité des Gérants. Les membres du conseil de gérance ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relative aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Décisions des associés

Art. 12. Décisions des Associés. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote correspondant au nombre de parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins trois quarts du capital social, conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 13. Exercice Social. L'exercice social commence chaque année le 1^{er} mars et se termine le dernier jour du mois de février.

Art. 14. Résultats Sociaux. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Chaque associé peut prendre connaissance dudit inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Répartition des Bénéfices. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Les associés sur recommandation du conseil de gérance peuvent décider de distribuer des dividendes intérimaires. Une décision de distribuer des dividendes intérimaires ne peut être prise que sur la base de résultats sociaux intérimaires (bilan, et les comptes de profits et pertes) montrant que la Société a suffisamment de fonds disponibles pour la distribution.

Le montant à distribuer par voie de distribution intérimaire ne peut pas excéder les bénéfices nets réalisés depuis la fin du dernier exercice social précédant la distribution (sous réserve que les comptes annuels concernant cette année aient été approuvés), augmentés des bénéfices reportés et des montants provenant des réserves distribuables, et diminués des pertes reportées et des montants alloués à la réserve légale.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution, Liquidation La Société peut être dissoute par décision des associé(s).

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Loi applicable

Art. 17. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une stipulation spécifique par les Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi de 1915."

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 28 février 2015.

Souscription - Libération

Les 2.500.000 (deux millions cinq cent mille) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par CB International Finance S.à r.l..

Les 2.500.000 (deux millions cinq cent mille) parts sociales ont été intégralement libérées par un apport en numéraire, de sorte que la somme de 25.000,- Dollars Américains (vingt-cinq mille Dollars Américains) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social et exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

- 1) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- De catégorie "A"

Nicolas Susgin, Managing Director, né à Nancy, France, le 14 Janvier 1982 et résidant au 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg.

- De catégorie "B"

Perry R. Humphrey, Managing Director, né à Chardon, Ohio le 14 mai 1957 et résidant au 207 High Point Drive, Bldg. 100, Victor, New York 14564.

Conformément à l'article 9 des statuts, la Société se trouvera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un gérant de catégorie "A" et d'un gérant de catégorie "B".

2) Le siège social de la Société est établi au 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. ECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 29 juillet 2014. Relation: LAC/2014/35685. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014124606/418.

(140142163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Publicis Graphics Group Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 32.500.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120113/9.

(140138185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

CB Spirits Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 189.222.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty eighth of July.

Before Us Maître Joseph ELVINGER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CB Spirits S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen (Grand Duchy of Luxembourg), currently in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies,

here represented by Sara Lecomte, private employee, professionally residing in Luxembourg by virtue of one proxy given under private seal dated 28 July 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

"Name - Corporate objectives - Registered office - Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. There is hereby established a private limited liability company (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity ("Luxembourg Law"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "1915 Law"), as well as by the present articles

of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 5, 7 and 12 the exceptional rules applying to single shareholder companies. The Company will exist under the corporate name of "CB Spirits Holdings S.à r.l."

Art. 2. Corporate Objectives. The objects of the Company are:

2.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

2.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

2.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the board of managers thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

2.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the board of managers thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

2.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

2.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this article 2.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

2.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

2.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the board of managers of the Company thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

2.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this article 2 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

2.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the board of managers of the Company incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

2.11 The Company's object may also include (i) the development, the creation and the acquisition, including by way of contribution, of technology consisting of any patent, industrial and commercial trademark, copyright, design model and know-how, under whatsoever form and (ii) the registration, the management and the exploitation of the above mentioned by way of use, grant of use, sale, transfer, exchange or otherwise;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

Art. 3. Registered Office. The registered office of the Company is established in Capellen.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Capital - Shares

Art. 5. Corporate Capital. The share capital is fixed at USD 25,000.- (twenty-five thousand US Dollars) represented by 2,500,000 (two million five hundred thousand) shares of USD 0.01 (one US Dollar cent) each.

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 12 of the Articles.

Art. 6. Shares. Each share entitles to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of Shares. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the 1915 Law.

Management

Art. 8. Board of Managers. The Company is managed by a board composed of at least 2 (two) managers ("conseil de gérance"), composed of at least 1 (one) manager of category "A" and at least 1 (one) manager of category "B".

The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

Art. 9. Powers of the Board of Managers. In dealing with third parties, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 9 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers.

Towards third parties, the Company will be validly committed, in all circumstances, by the joint signature of one manager of category "A" and one manager of category "B".

The board of managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 10. Meetings and Decisions of the Board of Managers. The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by the chairman, the secretary or by any two managers. The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented. A manager may be represented by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. Any decisions by the board of managers shall require a simple majority. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 11. Liability of the Managers. The members of the board of managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Shareholders decisions

Art. 12. Shareholders Decisions. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the 1915 Law.

Financial year - Balance sheet

Art. 13. Financial Year. The Company's financial year begins on the 1st of March and ends on the last day of February of each year.

Art. 14. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Distribution Rights. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

The shareholders upon recommendation of the board of managers may decide to make a distribution of interim dividends. A decision to distribute interim dividends may only be taken on the basis of interim financial statements (balance sheet and profit and loss account) which evidence that the Company has sufficient distributable amounts to fund the distribution.

The amount capable of being distributed by way of an interim distribution shall not exceed the amount of net profits realised since the close of the last business year preceding the distribution (provided the annual financial statements pertaining to that year have been approved), increased by profits carried forward and amounts drawn from available free reserves, and reduced by losses carried forward and amounts to be allocated to the legal reserve.

Winding-up - Liquidation

Art. 16. Winding-up, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the shareholder(s).

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

At the time of winding up the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Applicable law

Art. 17. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the 1915 Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the 28th of February 2015.

Subscription - Payment

All the 2,500,000 (two million five hundred thousand) shares representing the capital have been subscribed by CB Spirits S.à r.l..

All the 2,500,000 (two million five hundred thousand) shares have been fully paid up in cash, therefore the amount of USD 25,000.- (twenty-five thousand US Dollars) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

- 1) Are appointed as managers for an undetermined duration:

- Category "A":

Nicolas Susgin, Managing Director, born in Nancy, France, on January 14, 1982 and residing at 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg.

- Category "B":

Perry R. Humphrey, Managing Director, born in Chardon, Ohio on May 14, 1957 and residing at 207 High Point Drive, Bldg.100, Victor, New York 14564.

In accordance with article 9 of the articles of association, the Company shall be bound towards third parties, by the joint signature of one manager of category "A" and one manager of category "B".

2) The Company shall have its registered office at 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit juillet.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

CB Spirits S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen, Grand Duché de Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Sara Lecomte, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, en date du 28 juillet 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

"Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination Sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée (ci-après "la Société") qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Loi Luxembourgeoise") et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi de 1915"), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 5, 7 et 12, les règles exceptionnelles s'appliquant aux sociétés à responsabilité limitée unipersonnelles. La Société a comme dénomination "CB Spirits Holdings S.à r.l."

Art. 2. Objet Social. Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

2.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient à ce moment un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) tout ou partie des actions, parts, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et d'en disposer au même titre;

2.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, d'entreprendre toute activité commerciale et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et / ou des dettes de toute personne entreprenant une activité;

2.3 d'investir, directement ou indirectement, d'acquérir, de détenir ou disposer de tout type d'actif par tout moyen;

2.4 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le conseil de gérance, et de prêter des fonds et d'accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

2.5 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent tel que le conseil de gérance le déterminera, y compris par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et d'autres titres ou instruments, perpétuels ou autre, convertibles ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou son capital non encore levé, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

2.6 d'acquérir tout titre, fusionner, entreprendre une consolidation et encore conclure un partenariat ou un arrangement en vue de partager les profits, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre procédé avec toute personne, y compris, tout employé de la Société;

2.7 de conclure une garantie ou un contrat d'indemnités ou de sûretés, et d'accorder une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne (une "Entité Holding") qui est à cet instant un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou partenariat), sans que la Société y perçoive obligatoirement une contrepartie (qu'elle soit directe ou indirecte), et que ce soit par engagement personnel ou gage, cautionnement ou charge pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés, des actifs (présent ou futur) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet article 2.6, une "garantie" comprend toute obligation, sous quelque forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement, ou autrement d'être tenu responsable de toute dette ou obligations financières auxquelles une autre personne est tenue;

2.8 d'acheter, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif;

2.9 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le conseil de gérance, y compris des parts sociales/actions, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libérés, de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou en partie) les mêmes objets sociaux que ceux de la Société; détenir des parts sociales/actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer, développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en gage, disposer ou accorder des droits d'option, tirer parti ou toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

2.10 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet article 2 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, d'agent, de co-contractant, de trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une autre personne ou d'autres personnes;

2.11 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le conseil de gérance estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

2.12 L'objet social de la Société peut également inclure (i) le développement, la création et l'acquisition, y compris par voie d'apport, de technologie consistant en tout brevet, marque de fabrique ou commerciale, droit d'auteur, modèle et savoir-faire, sous quelque forme que ce soit et (ii) l'enregistrement, la gestion et l'exploitation des technologies précitées par voie d'utilisation, l'octroi du droit d'utilisation, vente, transfert, échange ou autrement.

ETANT TOUJOURS ENTENDU qu'en aucun cas, l'activité d'achat ou de revente, ou tout achat ou revente, en ce qui concerne tout produit fabriqué par tout fabricant (lié ou non lié) ou en ce qui concerne tout composant ou matières premières utilisés dans la fabrication de l'un de ces produits, y compris mais non limité à: la commercialisation, passer ou faire commande, ou négocier l'achat ou les contrats de vente, ne prendra place physiquement sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Capellen.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Le siège social peut être déplacé à l'intérieur de la commune par décision du conseil de gérance de la Société.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Durée de la Société. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital Social. Le capital social est fixé à 25.000,- Dollars Américains (vingt-cinq mille Dollars Américains) représenté par 2.500.000 (deux millions cinq cent mille) parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 Dollars Américains (un centime de Dollar Américain) chacune.

Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 12 des Statuts.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, puisqu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Cession de parts sociales. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales de la Société détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chaque associé ne sont transmissibles que moyennant l'application des dispositions de l'article 189 de la Loi de 1915.

Gérance

Art. 8. Conseil de Gérance. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins 2 (deux) gérants et dont au moins 1 (un) gérant est de catégorie A et au moins 1 (un) gérant est de catégorie B.

Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Art. 9. Pouvoirs du Conseil de Gérance. Dans les rapports avec les tiers, le conseil de gérance a tous les pouvoirs pour agir en toute circonstance au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 9 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

A l'égard des tiers, la Société sera valablement engagée, en toute circonstance, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie "A" et d'un gérant de catégorie "B".

Le conseil de gérance est autorisé à déléguer n'importe lequel de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc et déterminera les pouvoirs et responsabilités de l'agent en question et sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions relatives à la représentation.

Art. 10. Réunions et décisions du Conseil de Gérance. Le conseil de gérance pourra élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, sa place sera remplacée par une élection parmi les gérants présents lors de la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par le président, le secrétaire ou par deux gérants. Le conseil de gérance pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants sont présents ou représentés. Un gérant peut donner procuration à un autre gérant pour le représenter.

Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer et prendre des décisions que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Toute décision du conseil de gérance doit être adoptée à la majorité simple. En cas de partage de voix, la voix du président sera prépondérante.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors de la réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé.

Une décision écrite signée par tous les gérants sera aussi valable et efficace que si elle avait été prise lors d'une réunion du conseil dûment convoquée.

Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les gérants.

Art. 11. Responsabilité des Gérants. Les membres du conseil de gérance ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relative aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Décisions des associés

Art. 12. Décisions des Associés. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote correspondant au nombre de parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins trois quarts du capital social, conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 13. Exercice Social. L'exercice social commence chaque année le 1^{er} mars et se termine le dernier jour du mois de février.

Art. 14. Résultats Sociaux. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Chaque associé peut prendre connaissance dudit inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Répartition des Bénéfices. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Les associés sur recommandation du conseil de gérance peuvent décider de distribuer des dividendes intérimaires. Une décision de distribuer des dividendes intérimaires ne peut être prise que sur la base de résultats sociaux intérimaires (bilan, et les comptes de profits et pertes) montrant que la Société a suffisamment de fonds disponibles pour la distribution.

Le montant à distribuer par voie de distribution intérimaire ne peut pas excéder les bénéfices nets réalisés depuis la fin du dernier exercice social précédant la distribution (sous réserve que les comptes annuels concernant cette année aient été approuvés), augmentés des bénéfices reportés et des montants provenant des réserves distribuables, et diminués des pertes reportées et des montants alloués à la réserve légale.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par décision des associé(s).

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Loi applicable

Art. 17. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une stipulation spécifique par les Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi de 1915."

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 28 février 2015.

Souscription - Libération

Les 2.500.000 (deux millions cinq cent mille) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par CB Spirits S.à r.l..

Les 2.500.000 (deux millions cinq cent mille) parts sociales ont été intégralement libérées par un apport en numéraire, de sorte que la somme de 25.000,- Dollars Américains (vingt-cinq mille Dollars Américains) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social et exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- De catégorie "A"

Nicolas Susgin, Managing Director, né à Nancy, France, le 14 Janvier 1982 et résidant au 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg.

- De catégorie "B"

Perry R. Humphrey, Managing Director, né à Chardon, Ohio le 14 mai 1957 et résidant au 207 High Point Drive, Bldg. 100, Victor, New York 14564.

Conformément à l'article 9 des statuts, la Société se trouvera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un gérant de catégorie "A" et d'un gérant de catégorie "B".

2) Le siège social de la Société est établi au 75, Parc d'activités, L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 29 juillet 2014. Relation: LAC/2014/35686. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014124605/408.

(140142375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

**Merkur Residential Property 21 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. CORPUS SIREO Investment Residential No. 21 S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.918.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am einundreißigsten Tage des Monats Juli.

vor uns, dem unterzeichnendem Notar Edouard Delosch, mit Amtssitz in Diekirch,

fand eine außerordentliche Hauptversammlung (die „Versammlung“) der Gesellschafter von CORPUS SIREO Investment Residential No. 21 S.à r.l. (die „Gesellschaft“), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Gesellschaftssitz in 4A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg, unter Sektion B und Nummer 131.918, gegründet durch notarielle Urkunde von Maître Martine Schaeffer, Notar mit Amtssitz in Luxembourg am 16. August 2007, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“) vom 24. Oktober 2007 unter Nummer C-2402 veröffentlicht wurde, statt. Die Satzung wurde zum letzten Mal abgeändert gemäß Urkunde von Maître Léonie Grethen, Notar mit Amtssitz in Luxemburg am 30. Juni 2014, welche noch nicht im Mémorial veröffentlicht wurde.

Die Versammlung fand unter dem Vorsitz von Herrn Patrick Santer, Rechtsanwalt, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, statt.

Als Protokollführer und Wahlprüfer wurde Frau Elsa Idir, Rechtsanwältin, mit Geschäftsadresse in Luxemburg ernannt.

Der Vorsitzende erklärte und beauftragte den Notar folgendes festzustellen:

Die vertretenen Gesellschafter und die Anzahl ihrer Anteile sind in einer Anwesenheitsliste eingetragen, die von den Bevollmächtigten, dem Vorsitzenden, dem Protokollführer, dem Wahlprüfer und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde. Diese Liste wird der vorliegenden notariellen Urkunde als Anlage zur Hinterlegung bei den Registrierungsbehörden beigelegt.

Aus der Liste ist ersichtlich, dass alle ausgegebenen Gesellschaftsanteile bei der Versammlung vertreten waren und die Gesellschafter der Gesellschaft haben erklärt, dass sie zuvor Kenntnis von der Tagesordnung erlangt haben, so dass die Versammlung wirksam zustande gekommen ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entscheiden konnte.

Tagesordnung:

1.) Abänderung von Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

“ **1. Rechtsform und Name der Gesellschaft.** Die Gesellschaft besteht in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Merkur Residential Property 21 S.à r.l." (die „Gesellschaft“). Die Gesellschaft unterliegt insbesondere dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (das „Gesetz“) und den Vorschriften dieser Satzung (die „Satzung“).”

2.) Abänderung von Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

„ **3. Gesellschaftszweck.** Gesellschaftszweck ist:

3.1 der An- und Verkauf, die Bewirtschaftung - inklusive Vermietung und Verpachtung - und die Betreuung von Immobilien in allen Rechts- und Nutzungsformen, darunter Miet-, Eigentumswohnungen und Eigenheime sowie der An- und Verkauf von Beteiligungen, von Gesellschaften und von sonstigen Unternehmen, die sich mit dem Wohnungsbau und der Verwaltung von Wohnungen beschäftigen, ohne dass die Gesellschaft berechtigt ist, die nach § 34 c der deutschen Gewerbeordnung vorgesehenen Geschäfte zu betreiben.

3.2 Die Gesellschaft ist eine Immobilien-Gesellschaft im Sinne des § 234 Kapitalanlagegesetzbuch der Bundesrepublik Deutschland (das „KAGB“).

3.3 Der Unternehmensgegenstand der Gesellschaft ist auf Tätigkeiten beschränkt, welche die RREEF Spezial Invest GmbH (die „RREEF“) in ihrer Funktion als Kapitalverwaltungsgesellschaft für die beiden Spezial-AIF „RREEF Property

Pension Fund“ (der „RPPF“) und „European Residential Fund“ (der „ERF“) (RPPF und ERF zusammen auch nur die „Spezial-AIFs“) selbst ausüben darf.

3.4 Die Gesellschaft ist dabei zu allen Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die unmittelbar oder mittelbar der Erreichung des Gesellschaftszwecks dienen und nach den gesetzlichen Vorschriften, insbesondere denen des KAGB, zulässig sind.

3.5 Die Gesellschaft darf insbesondere nur Vermögensgegenstände im Sinne des § 231 Abs. 1 und 3 KAGB oder Beteiligungen an anderen Immobilien-Gesellschaften erwerben, die von RREEF nach den Anlagebedingungen der Spezial-AIFs unmittelbar für die Spezial-AIFs erworben werden dürfen.

3.6 Jede neu zu erwerbende Immobilie muss vor ihrem Erwerb von einem unabhängigen Bewerter im Sinne des § 216 Abs.1 Satz 1 Nr. 1 KAGB, der personenidentisch sein kann mit dem externen Bewerter, der die regelmäßige Bewertung durchführt, bewertet werden. Eine solche Immobilie darf nur erworben werden, wenn die aus der Gesellschaft zu erbringende Gegenleistung den so ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich übersteigt.

3.7 Die Gesellschaft kann Zweigniederlassungen im In- und Ausland errichten und/oder Unternehmen mit gleichem oder ähnlichem Gesellschaftszweck gründen bzw. erwerben.

3.8 Alle vorgenannten Tätigkeiten der Gesellschaft können jedoch nur im Rahmen der Bestimmungen des Luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften ausgeübt werden.“

3.) Zusatz eines Artikels 5.6 in die Satzung der Gesellschaft der folgenden Wortlaut hat:

„ **5.6.** Eine Verpfändung der Gesellschaftsanteile ist untersagt.“

4.) Abänderung von Artikel 7 der Satzung der Gesellschaft so dass Art. 7 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

„ **7. Übertragung der Anteile.**

7.1 Solange die Gesellschaft nur einen Anteilseigner hat, sind die Anteile frei übertragbar.

7.2 Sofern die Gesellschaft mehr als einen Anteilseigner hat, gilt, dass die Übertragung von Anteilen den Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915 unterliegt.

7.3 Verfügungen über Gesellschaftsanteile der Gesellschafterin Brask-Thomsen-Stiftung oder über Teile von solchen bedürfen bis zum 31. Januar 2023 der schriftlichen Zustimmung der Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit von 75% der abgegebenen Stimmen. Nach dem 31. Januar 2023 ist die Brask-Thomsen-Stiftung berechtigt, von RREEF zu verlangen, dass entweder RREEF oder ein von RREEF benannter Dritter ihre Gesellschaftsanteile zum dann geltenden und auf Grundlage der Regelung des KAGB und der Anlagebedingungen ermittelten Verkehrswert erwirbt.

7.4 Sofern RREEF Spezial Invest GmbH beabsichtigt, ihre Gesellschaftsanteile zu veräußern, teilt sie dies unter Benennung des Erwerbers, des Preises und der sonstigen Konditionen den übrigen Gesellschaftern schriftlich (E-Mail genügt) mit (die „Veräußerungsmitteilung Merkur“). Ferner gilt Folgendes:

7.4.1 RREEF räumt den übrigen Gesellschaftern das Recht ein, binnen vier (4) Wochen nach Erhalt der Veräußerungsmitteilung Merkur (die „Ausübungsfrist Tag-Along“) mittels schriftlicher Erklärung (auch per Email) zu verlangen, dass der Erwerber bzw. ein von RREEF zu benennender Dritter neben den Gesellschaftsanteile von RREEF auch ihre Gesellschaftsanteile zum selben Kaufpreis und zu sonst gleichen Konditionen erwirbt. Nach fruchtlosem Ablauf der Ausübungsfrist Tag-Along ist RREEF frei, ihre Geschäftsanteile ohne Rücksicht auf die übrigen Gesellschafter zu verkaufen.

7.4.2 Daneben hat RREEF das Recht, im Rahmen Veräußerungsmitteilung Merkur von den übrigen Gesellschaftern zu verlangen, dass Letztere ihre Gesellschaftsanteile zum selben Kaufpreis und sonstigen gleichen Konditionen an den Erwerber bzw. einen von RREEF zu benennenden Dritten veräußern.

7.5 Sofern die Brask-Thomsen-Stiftung ihre Gesellschaftsanteile ganz oder teilweise veräußern will, hat diese zunächst den übrigen Gesellschaftern schriftlich unter Benennung des Kaufpreises und der sonstigen Bedingungen (die „Verkaufsbedingungen BTS“) schriftlich (auch per E-Mail) zum Erwerb anzubieten. Hierfür gilt:

7.5.1 Jeder Gesellschafter hat das Recht, diese zu erwerben, wenn er seine Erwerbsbereitschaft innerhalb eines Monats nach Zugang des Angebots schriftlich erklärt.

7.5.2 Das Erwerbsrecht kann nur insgesamt ausgeübt werden. Üben mehrere Gesellschafter das Erwerbsrecht aus, so sind sie erwerbsberechtigt, intern im Verhältnis ihrer Beteiligung am Gesellschaftskapital, wenn sie sich nicht anders einigen; ein unteilbarer Spitzenbetrag wird ggf. per Losentscheid zugewiesen.

7.5.3. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile hat innerhalb eines Monats nach Ausübung des Erwerbsrechts zu erfolgen.

7.5.4 Erklärt kein Gesellschafter fristgerecht seine Erwerbsbereitschaft oder gerät der Erwerbsberechtigte in Annahmeverzug, kann die Brask-Thomsen-Stiftung die Gesellschaftsanteile frei, jedoch wenigstens zu den Verkaufsbedingungen BTS, veräußern. Soll zu für den Erwerber günstigeren Bedingungen als den Verkaufsbedingungen BTS verkauft werden, so sind die Geschäftsanteile den Erwerbsberechtigten ein weiteres Mal zu diesen günstigeren Konditionen anzubieten.

7.5.4 Die Ankaufsrechte nach Artikel 7.5 bestehen nicht bei Veräußerungen an andere Gesellschafter sowie Verbundene Unternehmen, Ehegatten oder Abkömmlinge von Gesellschaftern.“

5.) Abänderung von Artikel 8 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 8 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

„ **8. Organe der Gesellschaft.** Die Organe der Gesellschaft sind
- die Geschäftsführung, und
- die Gesellschafterversammlung.”

6.) Abänderung von Artikel 14 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 14 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

„ **14. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung.**

14.1 Jeder Gesellschafter hat eine Stimme pro Anteil, dessen Inhaber er ist.

14.2 Die Einberufung der Gesellschafterversammlungen durch einen Geschäftsführer hat mindestens vierzehn (14) Tagen vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Eine Gesellschafterversammlung kann ohne Einhaltung aller oder irgendeiner der Einberufungserfordernisse und -formalitäten wirksam beraten und Entscheidungen treffen, wenn alle Gesellschafter auf die entsprechenden Einberufungserfordernisse und -formalitäten entweder schriftlich oder auf der jeweiligen Gesellschafterversammlung, persönlich oder durch einen bevollmächtigten Stellvertreter, verzichtet haben.

14.3 Die Einladung hat Ort und Zeitpunkt sowie die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung zu enthalten. Über Punkte, die nicht in dieser vorgesehenen Tagesordnung enthalten sind, können Beschlüsse nur gefasst werden, wenn alle Gesellschafter anwesend oder vertreten und mit der Behandlung der betreffenden Punkte einverstanden sind.

14.4 Gesellschafter, denen zusammen mindestens fünf (5) Prozent der Anteile gehören, können unter Angabe des Zwecks und der Gründe die Einberufung einer Gesellschafterversammlung verlangen. Erfolgt dann nicht binnen vierzehn (14) Tagen nach diesem Verlangen eine Einberufung durch die Geschäftsführer, so sind die Gesellschafter befugt, die Ladung selbst vorzunehmen.

14.5 Vorbehaltlich den Regelungen vom Gesetz von 1915 entscheiden die Gesellschafter durch Gesellschafterbeschluss in der Gesellschafterversammlung insbesondere in den folgenden Fällen:

- (a) Feststellung des geprüften Jahresabschlusses und Verwendung des Jahresergebnisses;
- (b) Änderung dieser Satzung;
- (c) Kapitalmaßnahmen;
- (d) Fremdfinanzierungen;
- (e) Auflösung und Liquidation der Gesellschaft;
- (f) Handlungen, die über den gewöhnlichen Geschäftsbetrieb hinausgehen;
- (g) Veräußerung und Belastung von Grundeigentum und grundstücksgleichen Rechten und Rechten an solchen, sofern solche nicht bereits in einem Businessplan niedergelegt sind;
- (h) Errichtung von Gebäuden und sonstige Bauvorhaben;
- (i) Führung von Aktiv- und Passivprozessen aller Art einschließlich etwaiger Vorverfahren mit einem Streitwert/Gegenstandswert von jeweils mindestens EUR 75.000;
- (j) Rechtsgeschäfte zwischen der Gesellschaft und einem oder mehreren Gesellschaftern bzw. mit diesen i.S.d. § 15 AktG verbundenen Unternehmen, sofern solche nicht bereits in dieser Satzung vorgesehen oder in einem Businessplan niedergelegt sind;
- (k) Maßnahmen gemäß Artikel 257 bis 308bis-14 des Gesetzes von 1915 oder ähnliche Maßnahmen.

14.6 Sofern diese Satzung oder das Gesetz von 1915 nichts anderes vorsehen, werden die Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen und abstimmenden Gesellschafter gefasst.

14.7 Folgende Entscheidungen benötigen einen einstimmigen Beschluss der Gesellschafterversammlung:

- (a) Auflösung und Liquidation der Gesellschaft;
- (b) Rechtsgeschäfte zwischen der Gesellschaft und einem oder mehreren Gesellschaftern bzw. mit diesen i.S.d. § 15 AktG verbundenen Unternehmen, sofern solche nicht bereits in diesem Gesellschaftsvertrag vorgesehen oder Businessplan niedergelegt sind;
- (c) Maßnahmen gemäß Artikel 257 bis 308bis-14 des Gesetzes von 1915 oder ähnliche Maßnahmen;
- (d) Kapitalmaßnahmen;
- (e) Änderung der Beteiligungsverhältnisse bzw. der Gewinnbezugsrechte der Gesellschafter (jeweils in anderer Weise als durch die Übertragung von Anteilen oder durch Maßnahmen nach den Buchstaben (c) oder (d));
- (f) Bildung von Gewinnrücklagen von mehr als 50% des Jahresgewinnes, sofern dies nicht in Ansehung aufgenommener Fremdfinanzierungen notwendig ist;
- (g) Änderungen von Artikel 2, 7.3 bis 7.5, 14.5, 14.7, 17 dieser Satzung;
- (h) Erhöhung der Verpflichtung eines Gesellschafters seiner Beteiligung gegenüber der Gesellschaft; und
- (i) Änderung der Nationalität der Gesellschaft.

14.8 Vorbehaltlich der Regelungen in Artikel 14.7 werden Beschlüsse, die die Änderung dieser Satzung zum Gegenstand haben, soweit nichts anderes bestimmt ist, von der Mehrheit der Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in einfacher Mehrheit beschlossen.

14.9 Ein Gesellschafter kann auf einer Hauptversammlung vertreten sein, indem er schriftlich (auch per Fax, E-Mail oder dergleichen) einen Stellvertreter oder Bevollmächtigten, der kein Gesellschafter zu sein braucht, benennt.

14.10 Soweit die Anzahl der Gesellschafter 25 nicht übersteigt, können Beschlüsse, anstatt auf Gesellschafterversammlungen, auch schriftlich ergehen. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den genauen Text der zu fassenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

14.11 Die Mehrheitserfordernisse, die im Hinblick auf die Verabschiedung von Beschlüssen auf Gesellschafterversammlungen gelten, finden auch auf schriftliche Beschlüsse entsprechend Anwendung (mutatis mutandis). Die schriftlichen Beschlüsse der Gesellschafter sollen mit dem Eingang der Originale (oder von per Fax oder Email gesendeten Kopien) der Stimmabgaben der Gesellschafter, vorbehaltlich der Regelungen in Artikel 14.7, als gültig verabschiedet gelten, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben.“

7.) Streichung des Artikels 15 der Satzung ohne Renummerieren der darauffolgenden Artikel so dass die Satzung folgenden Hinweis beinhalten wird:

„ **15. [frei]** “

8.) Abänderung von Artikel 17.3 der Satzung der Gesellschaft so dass Artikel 17.3 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

“ **17.3.** Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise des Rats der Geschäftsführer angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.“

Danach wurden die folgenden Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Versammlung hat einstimmig beschlossen Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung hat einstimmig beschlossen Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Dritter Beschluss

Die Versammlung hat einstimmig beschlossen Artikel 5.6 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 5.6 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Vierter Beschluss

Die Versammlung hat einstimmig beschlossen Artikel 7 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 7 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Fünfter Beschluss

Die Versammlung hat einstimmig beschlossen Artikel 8 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 8 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Sechster Beschluss

Die Versammlung hat einstimmig beschlossen Artikel 14 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 14 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Siebter Beschluss

Die Versammlung hat einstimmig beschlossen den Artikels 15 der Satzung ohne Renummerieren der darauffolgenden Artikel zu streichen so wie in der Tagesordnung beschrieben.

Achter Beschluss

Die Versammlung hat einstimmig beschlossen Artikel 17.3 der Satzung der Gesellschaft abzuändern so dass Artikel 17.3 der Satzung der Gesellschaft den Wortlaut hat wie in der Tagesordnung beschrieben.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Akte entstehen werden, wurden abgeschätzt auf ungefähr eintausend vierhundert Euro (EUR 1.400,-).

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen haben diese mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: P. SANTER, E. IDIR, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 04 août 2014. Relation: DIE/2014/9899. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 05 August 2014.

Référence de publication: 2014124634/221.

(140141805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Scaprim Lux, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 85.230,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 183.140.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 1^{er} août 2014.

Référence de publication: 2014120183/10.

(140138906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Property Hof S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.498.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Monsieur Gérard BIRCHEN et Monsieur Mark GORHOLT, gérants, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour Property Hof S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014120068/13.

(140137860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Consult-Eco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8280 Kehlen, 41A, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 156.858.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 2014

Cette 3^e Assemblée Générale Extraordinaire s'est réunie au siège social le 30 juillet 2014 à 9.00 heures:

Présent: Monsieur Alphonse KUGELER.

Toutes les parts sociales étant présentes, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'associé se reconnaissant valablement convoqués et avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

L'assemblée étant dûment constituée, elle peut valablement délibérer sur son ordre du jour, conçu comme suit:

Ordre du jour

1. Présentation du rapport de Madame la commissaire à la liquidation et approbation des comptes de liquidation.
2. Décharge au gérant, au liquidateur et au commissaire à la liquidation.
3. Clôture de la liquidation.

4. Décision quant à la conservation des registres et documents de la société.

5. Mandat à confier en vue de clôturer les comptes de la société et d'accomplir toutes les formalités.

Après en avoir délibéré l'assemblée prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. Après avoir entendu les conclusions du rapport de Madame la Commissaire de contrôle à la liquidation, dont copie en annexe, l'assemblée décide d'approuver les comptes de liquidation.

2. L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière au gérant, au liquidateur et à Madame la Commissaire de contrôle à la liquidation pour l'exercice de leurs fonctions.

3. L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société CONSULT-ECO Société à responsabilité limitée au 31 décembre 2013, qui cessera d'exister.

4. L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société, et en outre que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux associés ou aux créanciers qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même ancien siège social au profit de qui il appartiendra.

5. L'assemblée confère à Monsieur Alphonse KUGELER tous pouvoirs pour l'accomplissement des formalités relatives à la clôture des comptes de la société, aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance de l'assemblée est levée à 9.30 heures.

Fait à KEHLEN, le 30 juillet 2014.

Alphonse KUGELER.

Référence de publication: 2014119589/36.

(140137267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Property Langenfeld S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.538.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Monsieur Gérard BIRCHEN et Monsieur Mark GORHOLT, gérants, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg.

Pour avis sincère et conforme

Pour Property Langenfeld S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014120069/13.

(140137881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Pharmakon, Société Anonyme.

Siège social: L-8310 Capellen, 56, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 83.570.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120088/9.

(140138672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Wychwood Partnership Ventura SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 21, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 189.009.

EXTRAIT

I/ La Société, Wychwood Partnership Ventura SCSp, une société en commandite spéciale, a été constituée par acte sous seing privé signé en date du 24 juillet 2014 pour une durée illimitée, ayant son siège social au 21, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

II/ Il résulte du contrat social que l'objet social de la Société s'inscrit comme suit:

La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création,

au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous toute forme que ce soit y compris par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

III/ Il résulte du contrat social que la société suivante a été nommée en tant qu'associé commandité assurant les pouvoirs de gérance de la Société pour une durée illimitée:

- Wychwood Capital Partners GP 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège sociale au 21, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188981.

Son pouvoir est inscrit comme suit:

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son associé commandité représenté par ses signataires dûment autorisés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 30 juillet 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014119055/48.

(140136404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Point Carré International, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 13, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 151.070.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120100/9.

(140138389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Silver Knight B Antony 2013 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 181.902.

Les comptes annuels de la société Silver Knight B Antony 2013 S.à r.l. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120198/10.

(140137892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.
